

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Avec Aurelio Fernandez

Secrétaire de la Junte de Sécurité de Catalogne

— Alors ! Tu n'es pas encore parti pour Paris, quand donc retournes-tu là-bas avec le 47 et le 48 ? (Le 47 et le 48 ce sont les numéros des deux camions du comité pour l'Espagne Libre).

C'est un camarade de Barcelone qui m'interpelle.

— Je dois m'en retourner cet après-midi, mais avant le départ il me faut passer chez Aurelio prendre possession des « passes » nécessaires.

Aurelio Fernandez est, en effet, le secrétaire de la Junte de Sécurité intérieure et en vertu de cette fonction, c'est à lui que revient la responsabilité d'accorder les autorisations de libre circulation pour la Catalogne.

Aurelio, comme tous l'appellent familièrement, a son bureau installé à la « Gobernación », dans ce palais où naguère Martinez Anido dicta tant de sanglantes mesures contre nos compagnons de la C. N. T. Pour accéder à la « Gobernación » il faut présenter ses papiers et, surprise, les présenter à des gardes civils devenus aujourd'hui gardes républicains — mais ceci est une autre histoire.

Après avoir satisfait à cette mesure « administrative » vous montez au premier « piso », vous franchissez une porte à double battant, vous obliquez à droite et vous voici dans une pièce où attendent déjà une trentaine de personnes.

Aurelio a de quoi s'occuper, il travaille énormément et force vous est de faire « antichambre » surtout quand il vous répugne de passer avant votre tour.

« Faire antichambre » ici, empressez-vous de le dire, n'est pas une torture — en attendant vous pouvez parler avec d'excellents camarades, les collaborateurs directs de Fernandez.

Le bureau d'Aurelio Fernandez est loin d'être fermé à double tour, la porte, qui en commande l'accès n'est pas comme vous pourriez l'imaginer une porte blindée, il suffit même que vous la poussez, sans demander avis, pour vous trouver face à face avec le secrétaire de la Junte de Sécurité et ils sont nombreux ceux qui connaissent ce relâchement volontaire, ils sont si nombreux que le bureau d'Aurelio se trouve être une vraie salle de réunion. La « Fonction », voyez-vous n'a pas tué l'esprit du militant de la C. N. T. et de la F. A. I. : ici on est loin de l'atmosphère des Gestapo et autres Guépéou. Aurelio Fernandez aime le contact quotidien avec ses compagnons.

Il ne travaille pas à bureaux fermés.

Aurelio reste le compagnon libertaire. Aujourd'hui je suis venu à la gérance pour obtenir les « passes-libres » des 47 et 48 mais j'y suis venu aussi avec l'intention « d'interviewer » Aurelio Fernandez pour les lecteurs du *Libertaire*.

Interviewer Aurelio c'est plus difficile que vous croyez parce qu'Aurelio est toujours occupé, d'ailleurs notre ami ne doit pas aimer ça, exception faite naturellement pour le *Libertaire*.

Aurelio Fernandez est né à Oviedo, le pays de ces admirables et héroïques mineurs asturiens ; il a 39 ans et derrière lui un passé de militant. Ouvrier mécanicien, manuel donc, il s'est formé lui-même.

Nombre de camarades français l'ont connu à Paris où il dut se réfugier après une évasion difficile de la prison de Saragosse.

Comme la plupart des compagnons espagnols, il vécut la dure vie de l'exil.

Aurelio est très jeune d'allure, son visage, s'il reflète la préoccupation, reflète aussi quelque chose de profondément fraternel.

PIERRE ODEON.

(Voir la suite page 3.)

TRAVAILLEURS, SAUVEZ L'ESPAGNE RÉVOLUTIONNAIRE !

Eh bien ! les adversaires de toute intrusion en Espagne n'ont pas lieu d'être mécontents. Après Irun, Saint-Sébastien, Tolède, voilà les fascistes espagnols installés à Malaga. Madrid, d'autre part, connaît la plus violente offensive qui se soit vue depuis le début de la guerre civile.

Tout va cependant très bien, la « paix » est sauve et les capitaux internationaux peuvent se sentir rassurés. Certes, il y a bien quelques milliers d'Espagnols journellement massacrés, mais bast ! cela n'a pas autrement d'importance. L'essentiel, c'est que le fric soit saisi. Et il apparaît bien que si les événements continuent d'évoluer dans ce sens, messieurs les capitalistes de toute origine n'auront plus à trembler pour leurs intérêts menacés.

C'est lamentable ! Quand on pense qu'il y a encore des gens qui croient sincèrement à cette formidable escroquerie morale qui a consisté à présenter la guerre d'Espagne uniquement comme le champ clos où se déroulerait le vaste duel idéologique des démocraties contre les fascismes !

Insensés qui ne voient pas ce qui se cache sous ces grands mots ! Les démocraties ! Mais depuis le début des événements, elles n'ont cessé de faire le jeu des fascismes.

Est-ce uniquement faiblesse, timidité, lâcheté même ? Non pas. Il y a autre chose.

L'Espagne est apparue comme l'extorateur indispensable à l'expansionnisme renaissant des nations vaincues dans la guerre et défavorisées sur le plan économique par les vainqueurs.

Si l'on comprend ce jeu, on ne s'étonne pas que les politiques belsébien et édenienne aient, sous le prétexte de sauvegarder la paix, laissé le champ libre à Hitler et à Mussolini, l'Espagne étant ainsi la rançon vraiment modique des spoliations versaillaises.

Verra-t-on un jour la révolution antifasciste espagnole étant mise hors de combat, les fameux Etats démocratiques s'aboucher avec Franco ? Nous nous refusons à en accepter l'hypothèse, au moins dans son premier terme, car le prolétariat d'Espagne a des ressources morales insoupçonnées en lesquelles notre foi demeure intacte.

Mais pour le reste une manœuvre se dessine déjà dont nous verrons sûrement le développement si le malheur veut que Franco poursuive son avantage.

Nous voulons parler de la récente déclaration de certains de ces députés radicaux, retour de Barcelone, démentie par les uns, mais confirmée par les autres. Cette déclaration affirme

sans ambages que les bourgeois radicaux préfèrent Franco à la « dictature » de la F.A.I.

Voilà qui confirme ce qui est dit plus haut sur la sincérité de ces fameux « démocrates ». Mussolini se permet de dire qu'un jour ou l'autre la France devra reconnaître Franco à raison de ressources minières qui sont au pouvoir des fascistes, et dont elle a besoin pour son industrie.

Aussi, il est urgent que le prolétariat français comprenne que pour une très large part le sort de l'Espagne ouvrière est entre ses mains. Jusqu'ici son inertie, sa mollesse même ont servi, on peut le dire, terriblement le fascisme et surtout le capitalisme international.

La C.G.T. avec ses millions d'adhérents, n'a apporté jusqu'ici, qu'une aide dérisoire aux vaillants combattants d'Espagne.

Les ouvriers français qui ont pourtant montré en juin de quoi ils étaient capables vont-ils continuer à sommeiller quand il s'agit du sort de la classe ouvrière internationale, car en vérité c'est cela qui se joue actuellement en Espagne.

Il est grand temps qu'elle crie très fort à ses gouvernements démocratiques qu'elle a nettement conscience de cette situation.



Le Capitalisme, c'est la guerre

Les revendications coloniales du Reich continuent à occuper le premier plan de l'actualité. On prétend que M. von Ribbentrop en développe à Londres, le programme tel que l'a établi le gouvernement allemand. Celui-ci demanderait au gouvernement anglais de lui restituer les territoires qui lui furent enlevés après la guerre et s'engagerait, en contre-partie, à n'y point établir de base militaire et à revenir à une politique d'échanges internationaux susceptible de tirer le monde du marasme économique qui subsiste en dépit de toutes les statistiques.

Le gouvernement anglais reste très froid devant ces suggestions et la presse gouvernementale s'est emparée d'un incident pour signifier à l'ambassadeur allemand qu'il ne devait compter sur aucune concession coloniale. M. Eden s'en est allé, sur ces entrefaites, porter son spleen sur la Côte d'Azur, ce qui est une manière d'ajourner une discussion pour le moins inopportune.

C'est que les colonialistes anglais se soucient peu de restituer à l'Allemagne des territoires dont ils entendent tirer profit et qui renforcent les positions de l'impérialisme britannique. C'est ainsi, par exemple, que les Jingoïes n'entendent point rendre à l'Allemagne le territoire du Tanganyika, l'ancien Est-Africain allemand, dont la possession permet la réalisation d'une zone britannique continue allant du Cap au Caire, réalisant le rêve de l'impérialisme anglais et constituant une ligne d'une valeur stratégique incomparable.

Par ailleurs, ils n'admettent point d'avantage que la fameuse redistribution des matières premières, dont un ministre britannique avait lancé l'idée, s'entende comme un abandon quelconque, à titre gratuit, des immenses richesses de l'Empire anglais : ce serait là une attitude si insolite, si contraire à toutes les traditions que seuls quelques idéologues ont pu en formuler l'idée.

Et que voyons-nous en France, pendant ce temps ? Nous voyons la presse bourgeoise prendre la même position de refus. Elle le fait par anticipation puisque, jusqu'à présent, aucune ouverture précise ne lui a été faite. Mais, comme la France contrôle, elle aussi, d'anciens territoires allemands, nos propres colonialistes peuvent craindre qu'un jour ou l'autre, le gouvernement

du Reich ne lui en réclame la restitution. Et, à l'avance, ils s'y refusent. Il faut, imprime le *Journal*, opposer un non catégorique aux revendications allemandes. Et toutes les feuilles d'information déconseillent que la France a un intérêt capital à ne pas se dessaisir de ses colonies. Jusqu'ailleurs, elles prétendaient ces territoires sans aucune valeur ; mais il a suffi que l'Allemagne en réclame le retour pour qu'on leur découvre des vertus éminentes.

Quelle leçon tirer de ces faits, sinon qu'il est impossible d'ajuster pacifiquement les intérêts impérialistes. La question coloniale ne s'est toujours trouvée résolue et ne pourra se résoudre demain que par la guerre. Cela signifie pas, sans doute, que les colonies seront expressément à la base du conflit, mais leur sort sera engagé dans ce conflit et le règlement qui en sortira décidera de leur répartition. Il faut répéter ces vérités d'évidence afin que ceux qu'on invitera demain à prendre les armes puissent répondre à l'angoissante question que se posaient déjà les combattants de la dernière guerre : « Pourquoi te bats-tu ? » Vous vous battez, soldats de demain, pour que le sort du Togo, du Cameroun, de l'Est et du Sud-Ouest Africain allemands, d'une enclave chinoise et de quelques îles du Pacifique, soit réglé comme le veulent vos maîtres qui entendent édifier leur fortune sur l'exploitation de ces terres lointaines.

Guerre contre le fascisme ?... Défense des libertés démocratiques ?... Autant de formules trompeuses pour entraîner l'adhésion des masses abusées. Ne nous laissons pas de le préciser : le fascisme, c'est la guerre ? Non point : Le Capitalisme, c'est la guerre !

Sous l'égide du Comité pour l'Espagne libre

La colonie Ascaso-Durruti va recueillir cinquante enfants qui ont dû fuir la barbarie fasciste.

Le « Comité pour l'Espagne Libre » vient de prendre une initiative du plus vif intérêt, et de la plus grande utilité.

Il a obtenu qu'un magnifique château, entouré d'un vaste domaine, à proximité d'un village catalan, soit mis à sa disposition afin qu'il y puisse recueillir un certain nombre d'enfants chassés de Madrid par la sauvagerie fasciste.

Il se propose d'y abriter, pour commencer, une cinquantaine de ces petits infortunés.

Cette colonie d'enfants, victimes innocentes des atrocités dont Madrid est le théâtre, portera le nom de « Colonie Ascaso-Durruti ».

Je pense qu'il est superflu d'insister auprès des lecteurs du *Libertaire* pour leur faire saisir la portée morale en même temps que la nécessité d'une œuvre de solidarité d'un caractère aussi profondément humain.

Pauvres et chers petits ! A peine sont-ils entrés dans la vie, à l'âge où ils ont besoin de toutes les protections, de toutes les sollicitudes, de toutes les tendresses, ils sont voués aux privations, privés des soins qui leur sont indispensables, sevrés des baisers et des caresses que réclame leur cœur naissant à l'affection.

Vite, vite, arrachons-les à la misère qui les guette, à l'abandon dont ils vont tant souffrir !

Vite, vite, procurons-leur l'abri, le vêtement, l'alimentation, les soins qui leur sont dus !

Le temps presse, hâtons-nous.

Que faut-il au « Comité pour l'Espagne libre » qui va les prendre à sa charge ?

Il faut à ce Comité de quoi remplir envers ces cinquante enfants tous les devoirs qui incombent à des pères et mères éclairés, vigilants et affectueux.

Il faut que la « Colonie Ascaso-Durruti » soit un vaste cercle familial où, sans distinction d'âge ni de sexe, tous les enfants, tous sans exception d'aucune sorte, vivent dans la propreté, l'hygiène, l'aisance qu'exige leur développement physique et dans le calme, l'apaisement, la réflexion et l'étude que réclame leur formation intellectuelle et morale.

C'est pour avoir la possibilité d'accomplir cette mission, entre toutes noble et féconde, que, m'adressant à notre grande famille libertaire, à toutes les personnes sous les yeux de qui tomberont ces lignes, à tous les cœurs sensibles, à tous les esprits généreux, je demande, pour les petits de la Colonie Ascaso-Durruti, les concours et les secours à la portée de chacun.

Je sais que cet appel sera entendu.

SEBASTIEN FAURE.

L'amnistie totale...

Elle figurait au premier plan dans le programme du Front Populaire.

MAIS AUCUNE ACTION DIRECTE N'AYANT ÉTÉ EXERCÉE POUR L'IMPOSER, ELLE N'A PAS ÉTÉ VOTÉE.

QUAND LES TRAVAILLEURS COMPRENDRONT-ILS QU'ILS N'OBTIENNENT QUE CE QU'ILS IMPOSENT ?

Blum, à l'action ? Non !

par Sébastien Faure

« Blum, à l'action ! »

Je ne m'explique pas très clairement le sens exact de cette invitation qui a le caractère d'une sommation.

S'il ne s'agit que d'une de ces formules banales dont abusent, à tout propos, certains porte-étendard, porte-plume et porte-parole du Front Populaire qui, pour se faire pardonner de ne rien faire, ne parlent que d'agir, d'engager l'action, de passer à l'action, s'il ne s'agit que de « paroles en l'air », cette mise en demeure : « Blum, à l'action ! » ne signifie rien de précis et n'a pas la moindre importance.

Quand cet appel vient de cette masse électorale embrigadée dans une des formations politiques dont l'ensemble constitue le Front Populaire, je conçois cet appel et je le trouve logique : les chefs jouissent de l'entière confiance de leurs électeurs ; ils personnifient leurs revendications ; ils incarnent leur idéal politique ; ils totalisent leurs espoirs ; ils synthétisent leur effort vers la réalisation d'un programme déterminé ; et, estimant que, non seulement rien ne doit être entrepris sans l'approbation des chefs, mais encore que rien ne peut aboutir sans l'appui effectif de ceux-ci, les électeurs sont logiquement conduits à exiger des chefs qu'ils prennent la responsabilité des décisions à appliquer.

Il est évident que, lorsqu'il en est ainsi, les troupes se doivent d'exercer sur ceux qui les représentent au Parlement et au Pouvoir les pressions déterminantes. Dans ce cas, le cri de « Blum à l'action » a sa raison d'être, puisque, d'une part les électeurs placent leur confiance pleine et entière dans l'action de leurs élus et, d'autre part, ils ne se sentent ni la volonté ni la force de passer à l'action que si l'ordre d'agir leur est donné par leurs « hommes de confiance », c'est-à-dire par ceux qu'ils ont placés à leur tête et qu'ils ont délégués au Gouvernement.

**

Mais, nous appartenant-il, à nous qui ne prenons pas part à la farce électorale, à nous qui refusons notre confiance et notre appui à l'action gouvernementale, à nous qui savons que le salut n'est et ne peut être que dans la Révolution communiste-libertaire, nous appartenant-il, à nous, anarchistes et révolutionnaires, d'associer notre voix à celle des socialistes, des communistes et des républicains cent pour cent qui hurlent : « Blum à l'action ! »

Je ne le pense pas. Qu'avons-nous à espérer, à attendre du ministère actuel et, dès lors, à lui demander ?

Quand les furies de République et de Démocratie adjoint Blum d'agir, ils appuient leurs adjurations sur une argumentation qui leur paraît irréfutable.

Cette argumentation, la voici : « Blum, abandonnez la position de neutralité que vous avez prise ; renoncez à la décision de non-intervention que vous avez adoptée. Intervenez, Blum, Vous n'avez pas le droit de vous refuser à cette intervention.

« Comme premier Ministre du Gouvernement de Front Populaire français, vous êtes dans l'obligation de soutenir contre l'agresseur fasciste le Gouvernement de Front Populaire espagnol et de lui prêter votre appui total. Ce Gouvernement est issu du suffrage universel, il est l'expression loyale, régulière et souveraine de la volonté de l'Espagne démocratique et républicaine. Vous n'avez pas le droit de le laisser écraser, sans avoir tout fait pour assurer sa défense et sa victoire.

« Honte à vous, Blum, si vous vous dérobez au devoir que vous imposez les circonstances !

« Blum, à l'action ! »

LASHORTES.

(Voir la suite page 4.)

FÊTE MENSUELLE DU "LIBERTAIRE"

DIMANCHE 14 FEVRIER, A 14 H. 45

Salle Renée Maubel, rue de l'Orient (18°)

"LA GRANDE RETAPE"

La célèbre pièce pacifiste en un prologue et trois actes d'AURELE PATORNI interprétée par le Collectif « FRATERNITE »

DISTRIBUTION :

MM. :	Bavachol M. Jacques Reynier
Le capitaine Simplicie	Georges France
Jacques Simplicie ..	Richard Després
Le baron Deneubourg	Brunet
Lapistelle	Pierre Leproux
Grandmoulin	Bragance
Mmes :	Marg. Fontanes
La Tante Félicie...	Jeanne Deraive
La Caissière	Yvonne
	Germaine Kerjean

Mise en scène de Julien Bertheau, de la Comédie-Française.

Prix des places : 6 francs. Chômeurs : 3 francs. Enfants : 2 francs.

LE SABOTAGE DE L'AMNISTIE

Sous le Front populaire, comme sous le Bloc national, comme sous Poincaré ou Tardieu, la France reste la seule nation au monde à n'avoir pas totalement passé l'éponge sur les condamnations relatives à la guerre.

La Chambre vient de voter l'amnistie. En grosses lettres dans l'*Humanité*.

A notre tour d'entrer dans le vif du débat.

Nous n'en dirons que peu de chose, et animé du point de vue juridique, uniquement pour montrer la mauvaise foi et l'absurdité de ceux qui sont chargés de faire des lois. Quant à leur humanité, vous en déduirez vous-mêmes ce qu'en vaut l'aune. Elle se mesure à leur savoir-faire et au mot qu'ils ont toujours à la bouche.

« Voici, par exemple, un amendement déposé par le député communiste Langumier, qui prévoit l'amnistie des délits primaires. Albert Sérol, socialiste, s'y oppose formellement : « Depuis quand, dit-il, a-t-on vu l'escroquerie être amnistiée ? »

Où, depuis quand ? Albert Sérol n'en sait rien.

Et c'est à titre de président de la Commission de la législation civile et criminelle qu'il pose la question. Autrement dit, lui qui est chargé de parler de l'amnistie au nom de cette Commission, il ignore totalement les lois précédentes qui ont été votées sur le même sujet.

Alors, nous allons répondre à sa place. L'escroquerie a été amnistiée par les dispositions de l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 29 avril 1921, pour ceux qui avaient passé trois mois dans une arme réputée combattante.

Il est vrai que, cette fois-ci, l'amendement n'en demandait pas tant. On ne voulait tenir compte que de la période si cruelle du chômage qui avait obligé certains à se débrouiller comme ils l'avaient pu, dans un monde si mal organisé, pour manger.

Mais si, les jours de 14 juillet, on nous

montre, place de la Bastille, d'immenses portraits des grands révolutionnaires, dont celui de Marat, l'enseignant que ce dernier a laissé n'a pas été retenu.

Il écrivait, en effet : « Suis-je coupable ? Je l'ignore ; mais ce que je n'ignore pas, c'est que je n'ai rien fait que je n'aie dû faire. Le soin de sa propre conservation est le premier des devoirs de l'homme ; vous-mêmes n'en connaissez point au-dessus : qui vole pour vivre, tant qu'il ne peut faire autrement, ne fait qu'user de ses droits. »

Mais ce n'est pas à M. le socialiste Albert Sérol, qui mange tous les jours à sa faim, à qui il faut tenir un pareil langage.

Passons tout de suite à la désertion. Celle-ci a été amnistie à plusieurs reprises. On avait fixé une première fois une durée de six mois pour bénéficier de la loi, puis cette durée avait augmenté. Dans la loi du 3 janvier 1924, sa durée pourrait aller jusqu'à deux ans pour ceux qui avaient appartenu au moins trois mois dans une unité réputée combattante.

On était en droit d'espérer — et cela en se plaçant au point de vue de nos députés, après un succès électoral de gauche qu'ils glorifient dans tous leurs discours — que le Gouvernement de Front populaire allait faire un peu mieux. Voyez, nous ne sommes pas gourmands.

Eh bien ! il paraît que si !

C'est-à-dire que, plus raffinés que les plus cruels réactionnaires dans l'art de présenter les plats, de nous les passer sous le nez et de les enlever, la Commission, dont la majorité est faite des parlementaires de gauche et d'extrême gauche, proposa en séance, à la Chambre, un premier article qui, en l'occurrence, était l'article 9, qui amnistiait la désertion sans limite de durée et pas davantage de durée de front (pouvait-on s'attendre à mieux de leur part ?). L'insoumission était également comprise dans cet article. Mais avant même de le mettre en discussion, elle lui en substituait un autre qui en réduisait singulièrement la portée : l'insoumission n'était plus amnistie, et, pour la désertion, elle mettait des conditions : blessé, cité, ou trois mois de front. C'était encore de trop ! Le président de la Commission accepte le renvoi à la Commission demandée par le Gouvernement.

Quelques jours après, l'article revient pour être discuté devant la Chambre. Méconnaissable. On lui substitua la grâce amnistieuse. C'est-à-dire, jusqu'à présent, le droit de l'amnistier personne. Voilà ce que la Chambre du Front populaire a accepté.

Je vous dis : pire que dans le passé. Car il s'y ajoute quelque chose, pour ceux que ça intéresse, et quelque opinion qu'on ait de la carte du combattant. Pour ceux qui avaient trois mois de front, même s'ils avaient déserté, la carte de combattant était délivrée. Ce droit vient, dix-huit ans après l'amnistie, de leur être enlevé. Et il fallait un Gouvernement de Front populaire pour faire ça.

Pour une loi de pardon, c'est une loi qui condamne !

La première, depuis qu'on a fait des lois d'amnistie.

Et nous devons ça à notre bon Front populaire.

On s'attendait si peu à ça, que *Paris Soir*, dans sa précipitation de grand informateur, avant même que l'article sur la désertion dans sa forme première, dont j'ai parlé plus haut, ne fût discuté, l'annonçait comme voté !

Mais Fabien Albertin, autre socialiste — qui a fait la guerre — les tient pour des criminels. Quand on appartient à un parti qui a commis le plus grand crime envers la Révolution et l'humanité la plus élémentaire, celui de refuser l'envoi d'armes à un peuple, à l'Espagne qui se bat contre le fascisme, on a la pudeur de se taire !

Ils ont oublié — ces anciens combattants — jusqu'aux minutes qui semblaient des heures, les heures des siècles, où leur peau ne valait pas cher, traversant mille morts

UN P.G.D.F.
(A suivre.)

POUR LES HUIT PAGES DU "LIB"

Nous avons annoncé, la semaine passée, que, décidément, les six pages du *Libertaire* devenaient par trop insuffisantes devant l'abondance des matières, abondance qui témoigne d'ailleurs de la reconfortante recrudescence de notre mouvement.

Il faut donc que, de toute nécessité, nous arrivions le plus rapidement possible aux huit pages chaque semaine.

et redouble d'ardeur. De notre côté, nous nous efforçons, d'une façon constante, d'améliorer la tenue, la présentation, la variété du journal.

Nous sommes en mesure de dire que nous pourrions avant peu annoncer de bonnes nouvelles à nos lecteurs du côté de collaborations nouvelles qui, nous en sommes sûrs, les surprendront agréablement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

FRANCE ETRANGER

62 Nos .. 22 fr. 52 Nos .. 30 fr.

26 Nos .. 11 fr. 26 Nos .. 15 fr.

Chèque postal : N. Faucher, Paris 996-03

9, rue de Bondy (109)

Téléphone : BOTZARIS 69-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de

à partir du pour la somme de

dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1) le 193 ..

Ville : Adresse :

(1) Ecrire très lisiblement.

Cela dépend uniquement de vous, amis lecteurs. Les moyens de réaliser cette extension de notre journal, vous les connaissez tous : abonnements, réabonnements ponctuels, organisation de la vente au numéro, à la criée, surveillance de la vente dans les kiosques et chez les dépositaires, souscription, etc. Il faut que chacun s'y mette

D'ores et déjà, nous leur annonçons que, la semaine prochaine, nous ferons huit pages, et que nous espérons bien, en attendant la régularisation hebdomadaire, les renouveler le plus fréquemment possible.

Pour le *Libertaire*, pour ses huit pages, tous à l'œuvre !

LE LIBERTAIRE.

LES MORTS TRAHIS

L'autre après-midi, alors que les députés unanimement agités d'un patriotisme déclinant s'employaient à enterrer la loi d'amnistie totale tout en faisant semblant de la défendre, afin de conserver la confiance des nantis électeurs à qui ils l'avaient jadis promise, une pluie de proclamations imprimées s'abat sur l'hémicycle.

C'étaient trois ou quatre galopins appartenant à l'association « Les Fils de tués » et qui, introduits dans l'amphithéâtre grâce à quelque fasciste complaisance, bombardaient de leurs traits les pantins verbeux. « Nous ne voulons pas, disaient-ils à peu près ces jeunes « Français », que l'on consacre l'impunité de ceux qui se dérobent à leur devoir... Et de faire valoir dans un romantisme banal et de mauvais goût, la mémoire de leur père mort au champ d'honneur, le sacrifice héroïque consenti à la Patrie, etc... »

Tout d'abord, outre qu'il y a toujours une certaine outrecuidance usurpation à se réclamer des titres d'un ascendant, si tel est le cas, nous voudrions bien savoir sur quoi s'appuient ces avortons pour prétendre que leur père est mort courageusement. Rien ne prouve que le projectile qui les occit ne mit point terme à une fuite éperdue n'ayant même pas la justification tactique de celle du jeune Horace. Auquel cas il serait normal que ces freluchets, tout en déplorant la malchance de l'auteur de leurs jours, saluassent ceux qui, en se mettant à l'abri, eurent au moins le mérite appréciable de réussir. Mais c'est là demander trop de logique à de jeunes ignorants égarés et le doute restant à leur bénéfice, il leur est loisible de déclarer que leur progéniteur est mort en brave et comme tel de percevoir la minime pension allouée en pareille occurrence et qui constitue la valeur marchande du machabée, sur le territoire français.

Mais là n'est pas la vraie question. Ce qui est grave, c'est le caractère odieux de cette manifestation, cette espèce de chantage au cadavre exercé par ces haineux obscurantistes, dirigé contre ceux de leur âge qui ont conservé leur père grâce à l'intelligente insoumission de ce dernier et dont on veut empêcher le rapprochement. Alors que tout le monde aujourd'hui a reconnu et avoué la vaste fumisterie de la guerre du Droit, alors que les plus éclairés parmi les anciens combattants déclarent ouvertement : « Si c'était à refaire ! », alors que l'imbécillité criminelle des patriotes est désormais avérée, une poignée d'orphelins victimes de cette escroquerie et de cette stupidité persistent dans la haine et arguent de leur malheur irréparable pour refuser à d'autres le droit de rétablir les choses dans la simple justice et l'équité. C'est un peu comme si un homme devenu manchot par accident réclamait qu'on coupe un bras à chacun des habitants de la planète. Nous voilà, il nous semble, assez loin de la doctrine chrétienne dont la société actuelle prétend tirer sa morale.

D'ailleurs, toute la honte d'un tel geste retombe moins sur les « Fils de tués » eux-mêmes, coupables surtout d'une sottise dépassant singulièrement la moyenne, que sur les meneurs patriotes qui ont répandu ces idées et accaparé ces victimes de leurs crimes pour les exciter contre ceux qui leur refuseront leur complicité. Cela, c'est le travail des Philippe Henriot, Léon Bailby et Tixier-Vignancour, précheurs sempiternels de la haine entre peuples et trop lâches pour payer de leur personne à l'heure où leur néfaste propagande a déterminé l'incendie. Les véritables ennemis des enfants et des pères, ce ne sont point ceux qui se refusent à l'assassinat ou se sauvent pour ne pas mourir, mais bien ceux qui cultivent le fanatisme des foules pour les pousser à la boucherie et qui, non contents de voir leur effort payé de dix sept cent mille morts dans la dernière guerre, réclament des enfants pour la prochaine en ayant cyniquement à quelles fins ils les destinent et s'emploient par tous les moyens à exterminer et à traquer les rescapés qui, par leur intelligence et leur résolution, leur échappèrent une première fois.

Mais cela, ce n'est pas l'esprit borné d'un éphébe chauvin qui peut le comprendre et il préfère s'associer aux assassins de sa fa-

mille, réservant sa rancune à ceux qui bénéficieraient d'un destin plus heureux. Sûrement s'il revivait, leur père, délivré de son jacobinisme et les yeux quelque peu défilés serait le premier à réclamer pour les insoumis, les seuls qui à une époque de folie se montrèrent dignes et clairvoyants, le droit de venir reprendre à leur foyer la place qu'ils n'auraient jamais dû quitter.

Mais s'il est difficile de faire exprimer aux morts leur pensée propre, il est aisé quand on est dépourvu de scrupules et de conscience, de les faire « chanter » et de tirer bassemment parti de leur dépouille. Sous la haute direction des patriotes professionnels, les « Fils de tués » n'y manquent point et comme leur odieuse manœuvre s'adresse aux politiciens qui ne demandent qu'à leur obéir en trahissant leurs électeurs, ce n'est pas encore sous les yeux des magnanimes Front populaire que nous voyons proclamer l'amnistie totale.

Le peuple qui a voté « à gauche » comprendra-t-il une fois de plus qu'il est bafoué ? Mais, direz-vous, être bafoué par des politiciens, n'est-ce pas être définitivement dans les meurs ?

Soit, mais nous aimerions savoir si le peuple le plus spirituel de la terre, non content de se laisser abuser tous les quatre ans par des individus bien vivants, va tolérer qu'une poignée de petites fripouilles, insolentes et idiotes, utilise aussi les cadavres afin de le mieux bernier.

MAURICE DOUTREAU.

Notes et Glanes

♦ Un vent de sincérité souffle sur les bolchos. Mardi dans le XVIII^e, à une réunion d'Amsterdam-Pleyel, une pétulante camarade avoua : « Le mouvement d'Amsterdam-Pleyel n'est pas révolutionnaire. » On s'en doutait bien un peu, mais, malgré tout, l'aveu est à retenir.

♦ Et puis, il y eut aussi cet aven de Frachon au Congrès de l'Union des Syndicats : « Je ne dis pas : A bas la guerre, mais : Vive la Paix. » Sentez-vous la menace ? Car, en clair, cette phrase ambiguë signifiait : « Au besoin, nous ferons la guerre pour avoir la paix. »

♦ Dimanche, dans la page de la jeunesse de l'Huma, il y avait un dessin-dévoilette. Rien à dire, mais pourquoi ceci à la fin de la légende : « Vous aurez tout ce qu'il faut pour faire de bons détectives ? »

C'est, pour un enfant, l'invitation à la perspicacité, peut-être, mais sûrement au mouchardage, car, pour un gosse, un détective, c'est un flic.

♦ Au Congrès de l'U.D., Biso, des correcteurs, « a réclame une grande démonstration populaire, non en faveur d'une intervention en Espagne, mais en faveur de la liberté du commerce par le gouvernement espagnol. » (Le Peuple.)

♦ Et, pudiquement, l'Huma oublie de parler de la « démonstration populaire ». C'est été, en effet, répondre favorablement à l'invitation du Comité pour l'Espagne Libre.

♦ Plaignons les pauvres types lecteurs du Flambeau. Ils subissent un bourrage de crâne ouvrier. Leur Casimir ne leur a-t-il pas fait avaler, la semaine dernière, la conclusion suivante : « Quant à la mobilisation et à la concentration, elles seront fort longues à mettre en œuvre. Elles seront dramatiquement subordonnées aux menées révolutionnaires du parti communiste et de ses alliés. » Il est surprenant, qu'indigné, le vénérable sénateur n'ait pas protesté. Non, mais, voyez-vous les communistes saboter la mobilisation ? Ça serait la fin de tout !

♦ Dans Confessions, une Mme Maiki Fischer, jeune, tricheuse, amoureuse et tout, donne ses impressions d'infirmière (car elle le fut aussi). Elle narre que pour ses débuts, elle assista à une amputation de cuisse. Et elle a cette phrase merveilleuse : « Cet homme avait joué à la guerre. Il avait perdu sa jambe. Il n'y avait rien d'anormal. » C'est peut-être un peu brutal, mais combien logique ! Ne jouez pas à la guerre, amis, et vous ne perdrez rien, au contraire.

HENRI GUERIN.



Propos d'un Paria

Il y a — et maintenant plus que jamais — des gens qui se disent Espagnols... et qui ne sont pas du tout Espagnols.

Il y a aussi quantité de phraseurs, pérorateurs, tribuns, agitateurs, toute une engence de personnages qui se disent révolutionnaires, font, en réalité métier de révolutionnaires et qui ne le sont pas ou, s'ils le sont, gagnent leur bifteck quotidien au service d'une révolution qui ressemble tellement, du point de vue libéral, à une réaction qu'on ne peut qu'en redouter le succès.

Vous savez à quel genre de révolutionnaires je fais allusion.

Et ceux qui, comme moi, ont pu être abusés, au début de la révolution russe par le stalinisme dans lequel on pouvait voir un acheminement vers le communisme libéral peuvent se rendre compte, aujourd'hui de ce qu'est devenu ce « stalinisme » à cette époque-là si sympathique. Il n'est pas besoin d'avoir recours pour se faire une opinion aux relations littéraires de Gide, Céline et autres Dorgelès.

Sur ce qui se passe en Russie, nous sommes fixés depuis longtemps.

Nous savons que, sous le régime stalinien comme sous le tsarisme, on emprisonne, on déporte, on fusille tous ceux qui ne pensent pas suivant la règle établie. Nous savons que l'U.R.S.S. est le pays le plus militariste du monde, et que, pas plus qu'en Italie et en Allemagne, il n'y a place pour la moindre liberté.

Mais ce que nous devons dénoncer sans trêve, c'est la prétention qu'ont les propagandistes de cette servitude de la présenter comme ce qui se fait de mieux, et de faire figure, pour les besoins de cette mauvaise cause, de pourfendeurs du fascisme international.

Casés à tous les postes politiques et syndicaux, les agents de Staline (qui pourraient être ceux de Trotsky si celui-ci avait réussi) n'ont d'autre souci que leur propagande en faveur de ce « fascisme » baptisé prolétarien que l'on a qualifié si justement de « dictature sur le prolétariat ».

La Russie proclament-ils, jusque dans les congrès syndicaux, est le pays le plus démocratique du monde.

A ce compte-là, Hitler et Mussolini sont eux aussi, de super-démocrates.

Le malheur, c'est que ces bobards sont acclamés d'enthousiasme par une masse de pauvres bougres, qui croient au paradis terrestre promis par les prophètes comme les chrétiens croient au paradis divin.

Quand ils ouvriront les yeux, il sera sans doute trop tard.

Mieux vaudrait donc, à non humble avis, essayer, dès maintenant de les convaincre de l'imposture de leurs bergers.

Des bergers avec lesquels le plus petit bout de chemin fait en leur compagnie ne peut que favoriser leurs entreprises, aux dépens de l'idéal d'émancipation individuelle et de liberté qui est le nôtre. — Pierre Mualdès.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

Connaît-on aujourd'hui les ressources de la presse ? C'est douteux, c'est même improbable tant il est difficile de déceler le marchandage, d'empêcher de souscrire des abonnements fictifs ou de régler à des tarifs exorbitants une publicité qui ne rapporte rien.

En tout cas nous sommes maintenant avertis et il ne faudra pas nous laisser prendre à des campagnes de presse suspectes. C'est Goebbels qui l'a déclaré en ces termes, à Hambourg, le 6 février :

« Moscou n'est pas seul à s'y entendre en matière de propagande mondiale. Il y a nous. Moscou n'est pas seul à dominer l'appareil de presse internationale. Nous aussi nous tissons notre toile d'araignée. »

Quand, dans la presse, nous verrons défendre sans pudeur les intérêts d'un régime d'oppression sous le couvert de l'information journalistique nous pourrions dire ça pue telle ou telle nation, tel ou tel groupe d'intérêts.

Selon vos vomissements, journalistes, nous dirons qui vous paie, sous quelle livrée vous servez.

IL Y A SOLDATS ET SOLDATS

Voici une réflexion d'enfant, véridique. Ce petit garçon de quatre ans avait probablement entendu ses parents discuter sur l'immoralité, le crime plutôt, d'offrir, comme jouets, des tanks, des canons, des soldats, aux enfants. Mais ses petits camarades faisaient miroiter et s'entretenir devant ses yeux, leurs régiments de soldats de plomb et, — l'âge de la bête n'étant encore pas si loin — l'eau lui venait à la bouche.

Aussi, un jour, n'y tenant plus, il demanda à sa mère, d'une voix suppliante : « Maman, je voudrais des soldats ! » Puis, tout honteux, vite, il rectifia : « Mais des soldats qui ne font pas la guerre : des pompiers ! »

Les tout-petits ont leur jugeotte, comme vous voyez.

PUBLICITE INATTENDUE



fakir Birman.

Tout de même... les victimes qu'il fera ! A seront des gogos pour le moins socialistes ! A ce sujet, se reporter au feuilleton de Jean Ramel, dans l'Huma (1) où tous les trucs de ces détresseurs sont dévoilés.

Mais le fakir Birman fait, somme toute, de la publicité pour la Loterie nationale (et gouvernementale) ; aussi doit-on même lui accorder des prix d'amis...

Cependant, pour une fois de plus, Popu et Huma ne sont pas d'accord !

(1) « Trois mois chez les Fakirs ».

PAYSAGES DE PARIS

Les Républicains - Nationaux (ou, simplement, les nationaux, complices de ceux d'Espagne) ont senti l'occasion venir, avec la vie plus chère, de recommencer leur battage des immenses panneaux, dans lesquels ils voudraient nous faire tomber. Mais ne voulant pas se mettre en frais — il n'y a pas de petites économies — c'est le stock des vieilles affiches et images d'Epinal d'avant Blum qui ont ressurgi. Aussi ne sont-elles plus tout à fait à la page... quoique ce soit plutôt la Révolution espagnole qui en ait altéré la signification.

En effet, l'Allemand classique, armé d'un couteau, qui attend la douce France au coin du mur, pour la zigouiller proprement, ce n'est plus la lame payée par le Cartel des Gauches qu'il devrait brandir, mais la fameuse épée offerte au fameux aspirant dictateur Franco, valet de Hitler, par M. de Kérillis, président des Républicains Nationaux, député et rédacteur à l'Echo de Paris.

HUIT PAGES !

Le prochain numéro du LIBERTAIRE paraîtra SUR HUIT PAGES !

Assurez tous sa diffusion !

AS-TU VU LA CASQUETTE ?

Le *Populaire* nous apprend que l'Amicale socialiste des ouvriers casquettiers vient d'offrir au camarade-ministre Georges Monnet une casquette d'honneur.

Pas généreux les socialistes ! Les « nacos » avaient, eux, réussi à faire accepter chez les métallurgistes le lancement d'une souscription destinée à offrir une auto au camarade-député Costes. Ça jetait un autre jus, convenez-en !

« C'est toujours ça de pris, comme disait ma grand-mère », dit la chanson. Mais ce sont là innovations hardies, car, sous le règne du Front national, ces meurs n'existaient pas, et il ne serait pas venu — par exemple — aux ouvriers bandagistes l'idée d'offrir à Doumergue un suspensoir d'honneur.

DISTRIBUTIONS DE RECOMPENSES

Les journaux ont publié la liste des Croix de guerre accordées aux « correspondants particuliers » qui participèrent aux opérations militaires en Afrique orientale... du côté de l'Italie : Jacques Barré, Paul Genizton, Germain, Pamelier, Emmanuel Jacob, Henri de Monfreid. Ce dernier, qui fut aventurier marchand d'esclaves, était tout désigné pour aider Mussolini à civiliser l'Ethiopie en la nettoyant par le vide.

C'était aussi une jolie façon de se venger de Haile-Selassie qui, de dégoût, l'avait expulsé de son pays : en applaudissant au massacre de pauvres négroïdes et de leurs parents.

Malheureuse Ethiopie qui reçut si fraternellement Marchand et ses fuyards, après Fachoda !

La Patrie



C'est la galette ! Et, sur cette affirmation, le rideau tombe, laissant les spectateurs à leurs réflexions.

D'autres phrases aussi nettes, aussi vigoureusement pensées, recueilleront vos applaudissements dimanche après-midi, à la représentation de *La Grande Retape*, la pièce pacifiste de notre ami Aurèle Patoni, qui sera jouée par le collectif « Fraternité » au profit du *Libertaire*.

Venez tous applaudir cette œuvre de bonne propagande qui a le grand mérite d'être bien écrite et d'être attrayante du commencement à la fin.

Les romanichels.

* Le second procès de Moscou qui vient de se terminer aussi tragiquement que le premier, vous apparaît très simple et très clair quand vous aurez lu dans le « Dossier des Fusillés », le noble réquisitoire de Marcel Martinet, les pages si émouvantes de Magdeleine Paz, et les chapitres documentaires irréfutables de Victor Serge.

Cette grosse brochure illustrée par Daenens et Vladi sera adressée contre cinq francs en timbres (au lieu de 8 fr. prix marqué en librairie) à tout lecteur du *Libertaire* qui écrira directement à Maurice Vullens, 229, rue de Tolbiac, à Paris (13^e).

CRAPOUILLOT

Directeur
GALTIER-BOISSIERE
publie un numéro spécial sensationnel

DE
LÉNINE
A
STALINE

par VICTOR SERGE

La livraison illustrée : 10 frs

et rappelle ses livraisons à grand succès

SUR LA GUERRE

Histoire de la Guerre, par Galtier-Boissière, les 4 t. 48 »

Les Mystères de la Guerre 12 »

La Guerre inconnue 12 »

Les Fusillés pour l'exemple 10 »

Les Horreurs de la Guerre 10 »

Expéditions coloniales 10 »

SUR LA FINANCE

Les 200 familles 10 »

M. Gogo et son banquier 10 »

Les Financiers et la Démocratie, par Delaisi 10 »

SUR LA POLICE

Les Mystères de la Police secrète, par Galtier-Boissière, en 2 t. et 225 ill. 10 »

I. De la Reine à Pouché 10 »

II. Du provocateur Delavau à Jean Chippie 10 »

Mémoires de Vidocq 10 »

Ces livraisons se trouvent dans les bonnes librairies ou peuvent être adressées franco par :

CRAPOUILLOT
31 pl. de la Sorbonne, Paris - Ch. Post. 417.29

LES MILITANTS DE LA C. N. T....

...et la question politique

Après la chute de Malaga

...et le problème agraire

« Nous ne voulons pas sacrifier
l'avenir au présent »

D. A. DE SANTILLAN.

Notre camarade Santillan a publié dans la Soli, du 31 janvier un appel énergique à tous :

Ce qui nous distingue, ce qui nous est essentiel dans le mouvement ouvrier actuel, c'est notre idéalisme, notre ligne de conduite austère, notre droiture invariable, notre combativité.

Nous ne voudrions voir aucun des nôtres s'écarter de cette route qui est la vraie. Nous ne voudrions pas voir sacrifier, au nom de notre mouvement, l'avenir au présent.

Nous n'abandonnerons pas la trajectoire noble et digne de tout un siècle, pour nous mettre dans la boue de la politique mesquine des passions de chapelles, des petites des cœurs étroits et des esprits myopes. Tout ceci passe, mais l'éternelle aspiration humaine vers un monde meilleur ne peut passer.

C'est pour ce but que nous devons dépenser nos forces, toutes nos forces, notre enthousiasme, notre capacité.

La guerre n'est pas gagnée, la nouvelle organisation sociale n'est pas faite, les hommes ne sont pas meilleurs qu'hier. Un régime politique peut changer en quelques heures ; les rues reçoivent de nouveaux noms ; les drapeaux prennent une autre couleur ; mais la Révolution n'est pas cela ; ceci est de la chorégraphie révolutionnaire. La révolution doit creuser plus profond, transformer les coutumes, déraciner les vices traditionnels, s'élever au-dessus des égoïsmes brutaux de l'ignorance.

Nous avons mis des noms agréables aux rues des villes et villages, nous avons fait flamboyer orgueilleusement notre drapeau, nous avons fait fuir l'ennemi le plus récalcitrant.

Maintenant la Révolution, c'est la construction, le travail intelligent et péroré, l'exemple quotidien, ne l'oublions pas.

A beaucoup de camarades il coûte de s'adapter à la nouvelle tâche. De nombreuses années de lutte contre le capitalisme et contre les persécutions de l'Etat ont créé en eux une seconde nature. C'est compréhensible et

nous ne leur en faisons pas un reproche. Mais la situation a changé, la combativité d'hier doit prendre de nouvelles formes. D'une part, elle doit s'exprimer par la guerre au fascisme, bien différente de la râlée qu'on admettait au briseur de grèves, au patron irréductible ou au tyran politique et d'autre part, elle doit s'exprimer par la construction laborieuse d'une meilleure société économique et sociale.

C'est cette œuvre qui doit porter le cachet de notre morale de générosité et de tolérance ; nous ne devons tomber ni dans les petites passions, ni dans les haines mesquines, ni dans la politicienne de bas étage. Il faut la loyauté, l'esprit droit, la compréhension, la générosité pour construire le nouvel édifice.

Haut les cœurs, l'œuvre commencée, germe d'un monde nouveau, vaut le sacrifice de tout ce qui est mesquin et éphémère, en holocauste à tout ce qui est grand et que tous attendent de nous. Soyons les premiers, comme toujours dans tout ce qui est bon et noble, et les derniers quand il n'y a pas d'autre solution, dans tout ce qui est susceptible de faire dévier notre nette trajectoire révolutionnaire.

Les camarades doivent comprendre et agir en conséquence.



D. A. DE SANTILLAN

Il y a beaucoup de façons de perdre la partie. La plus pénible de toutes serait celle qui nous la ferait perdre dans la mare pestilentielle de la petite politique des comités et assemblées dans laquelle doivent éviter de tomber tant d'excellents militants d'hier et d'aujourd'hui.

Nous ne pouvons revendiquer cette conduite, ni comme hommes de la C. N. T. et de la F. A. I., ni comme représentants d'une heure tragique dans l'histoire mondiale.

Après la chute de Malaga

La prise de Malaga par les fascistes, les nouvelles offensives au sud de Madrid nous obligent à rappeler la position catégorique de nos camarades de la C. N. T. et de la F. A. I. sur la guerre.

Solidaridad Obrera a publié en janvier plusieurs appels dirigés à la Généralité de Catalogne et au gouvernement de Valence, demandant l'envoi de cinquante mille hommes de troupes se trouvant à Barcelone, sur le front de Madrid. Cela a-t-il été fait ? Nous en doutons.

L'organe de la C. N. T. a élevé maintes protestations contre le ministre de la Marine Prieto et demandant sa destitution. A quoi servent en effet les navires de guerre gouvernementaux et les sous-marins ? Se sont-ils opposés en quoi que ce soit au bombardement de Malaga ?

Mais il nous faut rappeler ici l'article de Tierra y Libertad du 23 janvier. Après avoir rappelé les dangers qui menacent toujours Madrid, l'organe de la F. A. I. poursuit : « Nous réclamons de la population de Barcelone, de Catalogne, de toute l'Espagne antifasciste une mobilisation morale et matérielle pour aider Madrid. »

« Madrid manque d'aliments suffisants pour ses habitants, pour que ses miliciens répondent aux attaques avec la force physique nécessaire. Il faut envoyer des aliments. »

« Il faut envoyer un plus grand nombre de combattants. »

« Il ne suffit pas de dire « No pasaran ! » il faut faire le nécessaire pour qu'ils ne passent pas. Il ne suffit pas de dire « Nous les vaincrons ». Les victoires ne s'obtiennent pas avec des paroles enthousiastes, mais avec des actes. »

Et dans son numéro du 30 janvier :

« Donner sa vie sur le front, souffrir tout ce que la guerre a d'indicible, tandis qu'à l'arrière on perd du temps et des énergies, doit appeler l'attention de Barcelone et de Valence où se trouvent tant de parasites et de combinards. »

« Nous sommes en guerre, il faut agir en conséquence. »

« Il faut mener à bonne fin une mobilisation effective. L'ennemi attaque furieusement, il prépare de nouveaux plans et nous nous trouvons devant une situation réclamant le maximum de sacrifices de la part de tous. »

« Il faut extirper les foyers de contre-révolution et d'irresponsabilité. »

« Mettons les hommes aptes ou sur le front ou à faire un travail utile. C'est la première consigne imposée par la guerre. »

LE GAGNANT DU TABLEAU

C'est notre ami Jules Guérin qui est le détenteur du billet n° 5638 auquel est échu le tableau offert par Cernignani pour la tombola du Comité pour l'Espagne libre tirée la semaine passée à la Salle Wagram.

Jules Guérin a immédiatement fait don du tableau au Comité qui l'a remercié de son geste amical.

C'est le syndicat agricole local

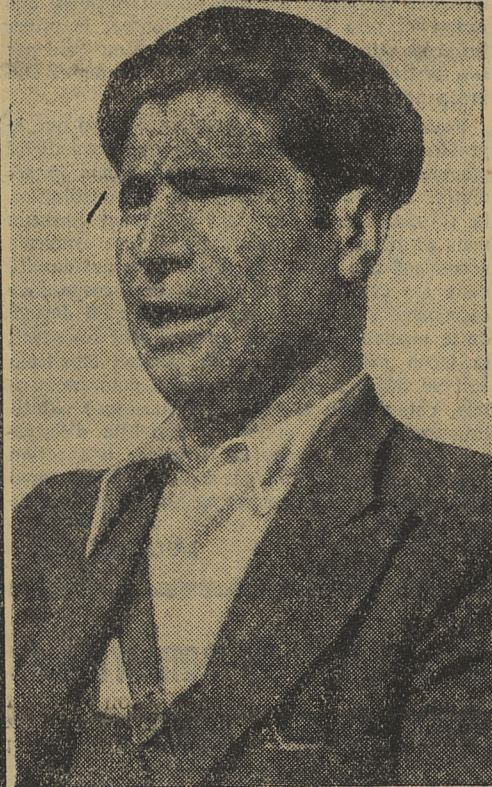
qui doit être le régulateur de la vie paysanne

MARIANO R. VASQUEZ.

Depuis le 19 juillet, chaque secteur, tendance et parti de tous ceux qui maintiennent le pont de lutte antifasciste a lancé des consignes, a maintenu un critérium différent sur le problème agraire.

Il y a eu un tel nombre de versions qu'après six mois, l'on a pu trouver encore une formule qui soit acceptée par tous, qui donne confiance aux paysans afin qu'ils s'intéressent à la culture avec la certitude que son effort ne sera pas vain.

L'heure est venue d'abandonner les sentiers de l'incertitude. Nous faisons la guerre, mais en même temps, il faut réaliser à l'arrière, l'ordonnance de la vie nouvelle, dont les piliers doivent être les producteurs, artisans de la richesse sociale, et par conséquent, le bien-être collectif. Et contre ces critères et consignes, il faut déterminer un chemin clair, une formule acceptable qui assure le bien-être du paysan tout en valorisant les orientations d'une nouvelle structure sociale. Cette formule peut très bien être la municipalisation de la terre permettant la culture individuelle et familiale, pour ceux qui la préfèrent à la collective, accompagnée de la centralisation locale pour la vente des produits, manière de revaloriser.



MARIANO R. VASQUEZ

Secrétaire de la C. N. T.

Pour en finir avec les égoïsmes, le lucre et l'exploitation de l'homme par l'homme dans les campagnes, rien de mieux que

considérer la municipalité comme le patrimoine de tous ses habitants et comme unique propriétaire de la terre.

La municipalité propriétaire et que l'on permette que celui qui préfère travailler individuellement ou en famille le fasse.

Le temps et l'expérience diront aux uns et aux autres quelle est la formule la plus avantageuse, collective ou individuelle. Et dans beaucoup de régions, n'oublions pas que demain, toutes deux seront à maintenir. Là où la terre permet l'industrialisation la formule en commun sera la plus avantageuse, puisque la machine agricole peut s'introduire.

Mais le plus important, ce qui bénéficiera aux uns et aux autres est le fait que la vente, les échanges et acquisitions des produits se réalisera au moyen du syndicat agricole local. Expliquons-nous.

Ce qui importe le moins au paysan, c'est que la terre soit à lui ou à la municipalité. Ce qui l'intéresse grandement, c'est la revalorisation des produits dont il doit bénéficier. Avant le 19 juillet, le paysan qui travaillait la terre, pour son compte, en propriété, en métayage, ou au pourcentage, voyait son effort, réduit considérablement, par suite de l'intermédiaire. Celui-ci était une sangsue. Pieds et poings liés, il fallait s'en remettre à lui.

Cela sera évité par le syndicat agricole local, exclusivement professionnel, lequel doit avoir pour mission d'acheter le nécessaire et de vendre toutes les récoltes. Et cette centralisation locale dans la vente des produits des champs, coordonnée à celle de toutes les localités, aura pour conséquence une revalorisation des produits qui permettra d'améliorer de trois cents pour cent la situation des paysans de la terre. Et les produits, arrivant au consommateur lui coûteront meilleur marché qu'avant. Le bénéfice du paysan ne sera pas pris sur le dos du consommateur, mais des intermédiaires qui auront disparu.

Je crois que la formule qui doit rendre les champs prospères est assez claire.

Maintenant, ce qu'il faut, c'est la mettre en pratique immédiatement. A cet effet, il est nécessaire de laisser de côté les partis politiques, et que les organisations syndicales C. N. T. et U. G. T. appliquent le procédé. Ce sont les partis qui s'obstinent à parler pour la galerie, réalisant campagnes et propagande qui n'ont aucune efficacité de solution pour le paysan.

Leur seule vertu est de diviser et semer la méfiance. Alors qu'il faut chercher les intérêts de tous, qu'il n'y ait

de préjudice pour personne et que l'on donne la confiance, souvent perdue. A cet effet, les syndicats administreront l'unité est un fait et l'on recouvre la confiance puisque le paysan saura que lui-même administrera ses intérêts.

COMITE POUR L'ESPAGNE LIBRE

DES A PRESENT...

Retenez votre soirée du

13 MARS

pour assister

à la

FETE DE SOLIDARITE

où les meilleurs

artistes et chansonniers

prêteront leur concours

au profit des miliciens d'Espagne.

Des cartes sont à votre disposition au Centre de ravitaillement des milices, 26, rue de Grussol et au LIBERTAIRE.

Avec Aurelio...

(Suite de la première page)

Aurelio est un sentimental (ce qui n'exclut pas la fermeté révolutionnaire) ; Aurelio a du cœur, sa fonction il ne la remplit pas par « goût » mais par devoir.

Aurelio Fernandez secrétaire de la Junta de sécurité intérieure est resté l'homme de la C. N. T. et de la F. A. I., un anarchiste.

Pour vous lecteurs du Libertaire, nous avons voulu lui poser quelques questions, nous les reproduisons ici en les faisant suivre, aussi fidèlement que possible, des réponses qu'elles ont provoquées.

— Tu es le secrétaire de la Junta de sécurité intérieure ?

— Oui !

— Par qui as-tu été désigné à cette fonction ?

— A la suite de la dissolution du comité central des milices antifascistes la Généralité m'a confié ce poste.

— La C. N. T. et la F. A. I. t'accordent-elles leur confiance absolue dans l'exercice de ta fonction ?

— Naturellement, et je crois superflu de déclarer que si la C. N. T. et la F. A. I., dont je suis, me demandaient de résilier cette fonction, qu'immédiatement ce serait chose faite.

— En quoi consiste ta besogne ?

— J'ai à me préoccuper uniquement des éléments fascistes et d'empêcher leur activité.

— Tes collaborateurs sont-ils tous des militants éprouvés de la C. N. T. et de la F. A. I. ?

— Quelques-uns sont de l'U. G. T., du P. O. U. M., mais la grande majorité sont de la C. N. T. et de la F. A. I.

— Le travail qui t'incombe est un travail sérieux et délicat et ne crains-tu pas certains actes d'arbitraire ?

— Jusqu'à présent je puis assurer que l'arbitraire a été exclu de notre action.

— Es-tu appelé à collaborer avec la police officielle ?

— Oui, avec notre camarade Erolés, qui est à la préfecture de Barcelone.

— Erolés est-il aussi de la C. N. T. et de la F. A. I. ?

— Oui.

— Ton rôle consiste donc à déjouer l'activité des fascistes mais la question de la prostitution, par exemple, serait-elle étrangère à tes occupations ?

— Cette question nous intéresse particulièrement et nous voudrions à ce sujet le triomphe des valeurs morales, ce que je peux dire c'est que nous avons examiné cette question et que nous agissons pour le mieux.

— Que peux-tu nous dire des événements de Tarragone, de Falarella ?

(Suite 5^e colonne)

HIER ET AUJOURD'HUI

COMMENT FONCTIONNE LA TELEFONICA SOUS LE CONTROLE SYNDICAL

QUAND LA C. N. T. LUTTAIT CONTRE PIERPONT MORGAN

En lisant la Soli du 29 janvier, j'ai pris connaissance de la nouvelle organisation qui régit la Compagnie des Téléphones de Barcelone — la puissante Telefonica — et cela m'a rappelé cette époque de 1931-1932 à Barcelone, illustrée par des luttes sociales intenses, dont la fameuse grève de la « Telefonica » qui dura huit mois, occasionna des troubles dans tout le pays et des rencontres à mains armées entre la police et les grévistes, fut une des principales.

Nous nous trouvions en face du capital américain et du célèbre financier Pierpont Morgan. La grève était motivée par des salaires incroyablement bas, alors que des généraux et autres vendus touchaient des sommes astronomiques.

Je me souviens du raid de quelques camarades à quatre heures du matin au coin du paseo de Gracia et de la Gran Via. Ils arrivèrent en auto et sous la menace de pistolets avisent le sereno d'avoir à se tenir neutre. Quelques pavés enlevés, une bombe puissante et c'est l'explosion. Barcelone était privée de communications téléphoniques avec le reste de l'Espagne, le câble pulvérisé.

A Saragosse, les ouvriers faisaient sauter la centrale téléphonique. Et dans tout le pays les actes de sabotage répondaient aux actes de répression de la police. Et, en fidèle serviteur du gros capital, le gouvernement Azana, de gauche, faisait tirer sur les ouvriers. Il y avait une terrible misère dans leurs pauvres foyers. Les abonnés, dont j'étais, se refusant à payer les redevances d'un service interrompu, furent poursuivis en justice et tous condamnés ; je dus changer rapidement de domicile pour éviter la saisie, car la justice était sur toute la ligne.

Rarement on vit plus bel exemple de la veulerie générale des autorités. Cette grève se termina en queue de poisson. Mais depuis les choses ont changé. Il y a eu, le 19 juillet 1936... Et nous ne saurions d'ailleurs mieux faire qu'en reproduisant, de la Soli, les grandes lignes de ce changement radical. M. G.

LE 19 JUILLET 1936...

« L'édifice de la Compagnie est gardé par vingt gardes d'assaut et un lieutenant. Un capitaine fasciste et la troupe qui l'accompagne engagent la bataille et prennent le bâtiment. Ils ordonnent aux employés de couper les liaisons téléphoniques entre la Généralité et tous les organismes officiels. »

« Puis les ouvriers engagèrent la lutte, secondés par les hommes de la F. A. I. arrivant à la rescousse. De rage, les fascistes tentèrent de détruire à coups de canons la centrale de Barcelone. Les réparations coûtèrent cinq cent mille pesetas. »

ET MAINTENANT

« Un seul jour Barcelone eut un service partiel ; puis les communications furent rétablies partout. Il faut noter ici que la propre initiative avait suffi, et sans chefs »

La direction américaine elle-même en fut stupéfaite. De plus, nos camarades installèrent des communications entre toutes les barrières qui luttaient encore et à tous les points stratégiques, ceci, jour et nuit, sous les balles.

« Quand la rébellion fut définitivement vaincue, la représentation espagnole de la Compagnie, ayant à la tête le marquis de Urquijo, disparut. »

« La marche de la Compagnie dépend maintenant d'un comité ouvrier dans lequel les deux centrales syndicales U. G. T. et C. N. T. sont représentées par moitié, quoique l'orientation soit plutôt celle de la C. N. T. »

« Auparavant, les délégations dirigeant la Compagnie touchaient 50.000 pesetas par mois. »

« Maintenant, le comité de contrôle touche un salaire égal à celui de tous les employés, 450 pesetas par mois, plus 12 pesetas lorsqu'il y a des déplacements. L'économie réalisée est de 40.000 pesetas tous les mois. »

« Chez les ouvriers, les salaires oscillaient entre 175 et 200 pesetas par mois ; par contre, les employés des bureaux étaient mieux payés. »

« Maintenant, après accord entre la C. N. T. et l'U. G. T., un nivellement de salaires, sans distinctions, est établi : les hommes touchent 450 pesetas par mois, les femmes 350 pesetas et les moins de dix-huit ans 200 pesetas. »

« La situation économique est prospère. Il y avait 70.500 abonnés à Barcelone, en juillet ; maintenant 123.837 abonnés. Les rentrées sont plus fortes ; les dépenses ont été réduites considérablement. Mais il faut assurer les services du front, très coûteux. Et nous aidons les camarades de Madrid. De plus, nous avons réadmis les ouvriers renvoyés durant la grève de 1931. »



... Fernandez

— Des éléments fascistes et carlistes d'un village se sont infiltrés dans certaines organisations de gauche et ont cru devoir attaquer le siège de la C. N. T. et de la F. A. I., mais nous avons réduit ce mouvement.

— Au cours du combat qui s'est déroulé à Falarella, deux compagnons des patrouilles de contrôle ont été tués ?

— Oui.

— Les patrouilles de contrôle constituent-elles un organisme officiel ?

— Les patrouilles sont désignées par toutes les organisations ouvrières.

— Maintenant, Aurelio, je voudrais attirer ton attention sur le fait que les principaux postes à responsabilité sont occupés par nos amis de la C. N. T. et de la F. A. I. ; toi, tu es ici aux investigations, à la sécurité intérieure ; Juanel est à la guerre ; Erolés à la préfecture, crois-tu vraiment que ces postes vous sont confiés uniquement en raison de la puissance de la C. N. T. et de la F. A. I. ?

— Ne crains-tu pas au contraire que les partis politiques manœuvrent en vue de jeter sur nous le discrédit, car tu sais très bien que les injustices subsistent toujours et que le peuple aurait vite fait de faire retomber sur vous toutes les responsabilités ?

— Certainement, des éléments manœuvrent en ce sens et nous le savons mais pour nous la question de gagner la guerre contre Franco domine toutes les autres.

— Nous te comprenons et comprenons les compagnons, mais crois-tu que l'avenir n'est pas lourd de menaces et ne mettra pas en péril les réalisations sociales que la C. N. T. et la F. A. I. imposent aujourd'hui et voudront accélérer demain ; ne crois-tu pas que les politiciens verront d'un mauvais œil l'expérience du communisme libertaire ?

— Ceci est du domaine de demain, et s'il nous faut lutter, nous saurons lutter.

— Bien, je ne veux plus t'importuner mais je voudrais que tu donnes aux lecteurs du Libertaire ton opinion sur le mouvement en France.

— Je crois que les anarchistes peuvent réaliser un puissant mouvement et je suis heureux de l'activité des camarades de France et de celle du Comité pour l'Espagne libre.

— Tu peux être persuadé, Aurelio, que nous faisons ce que nous pouvons.

— Je le sais et dis bien aux amis de Paris que nous sommes de cœur avec eux et donne mon salut à Lecoin, à Sébastien Faure, à Le Meilleur, à tous.

PIERRE ODEON.

LE JOURNAL DE NARBONNE...
PARAIT QUOTIDIENNEMENT. DEMANDEZ 30, RUE SAINT-AUGUSTIN, LES CONDITIONS D'ENVOI.

LES IDEES ET LES FAITS

LE CONFLIT
DE A GENERAL MOTORS

Les juges du Michigan, à la solde du capitalisme américain ont condamné l'occupation des usines de la General Motors, ordonnant l'expulsion des grévistes dans les 24 heures. Seule l'attitude conciliante des autorités fédérales a évité l'effusion de sang des précédentes bagarres. Notre presse de Front populaire ne tarit pas d'éloges sur le président Roosevelt, assimilant l'œuvre du N.R.A. au programme réformiste de notre propre gouvernement.

Ainsi que lui, les autorités fédérales américaines sont aux prises avec les intérêts du capitalisme industriel qui a obtenu déjà de la Cour suprême des Etats-Unis la liquidation du programme rooseveltien. Ainsi que lui il encourage ou laisse faire l'expérience de refutation directe entreprise par les ouvriers pour la reconquête des salaires. Comme lui, il saura quand il le faudra limiter l'expérience des grèves, et l'absence d'organisation ouvrière indépendante des combinaisons politiques rend improbable une extension de la grève en profondeur.

Il n'est pas niable que le succès de Roosevelt ne soit dû en grande partie au patronage des milieux les plus divers, et les organisations ouvrières, syndicales, le C.I.O. (Comité pour l'organisation industrielle) révolutionnaire lui-même, ont participé à l'élection triomphale de Roosevelt, méritant ainsi la confiance des sphères gouvernementales et leur attitude conciliante pendant les grèves.

Les Etats-Unis jouissent d'un syndicalisme corporatif, aristocratique, étendu et puissant qui ne néglige pas de traiter avec le patron, disposant d'une centrale qui est une véritable Bourse du travail où les spéculations à l'effort de l'homme et à la paix sociale entre patrons et responsables ouvriers constituent le plus clair de l'activité syndicale. Ces syndicats sont à base corporative, et soumis le plus souvent à l'influence directe du patron. Leur action dans les dernières grèves a été nulle.

Détachés de la Fédération américaine du travail (A.F.L.), ces syndicats groupés dans la C.I.O. revendiquent avec une tactique nouvelle de lutte une nouvelle structure organisationnelle sur le plan industriel, « vertical », par opposition à l'organisation « horizontale » des syndicats corporatifs de l'A.F.L.

Cette nouvelle machine ouvrière devait tenter la convoitise du Président Roosevelt dans sa lutte contre les trusts, en ce sens qu'elle lui offrait une structure semblable à celle des trusts avec l'avantage d'une concentration plus parfaite qui devait en faire l'outil par excellence d'un bon réformiste intelligent et batailleur comme le président Roosevelt.

Nous sommes frappés de l'ardeur qui préside à cette lutte et de l'extraordinaire volonté du patronat qui ayant pour lui la magistrature, la police locale et une armée nombreuse de mercenaires prétend tenir en échec toutes les autorités

fédérales, et Roosevelt lui-même, ne cédant partiellement que devant la volonté tenace des ouvriers.

Nous touchons ici du doigt une fissure du régime américain, et nous pénétrons plus avant dans l'immense force des démocraties, parade de lutte, où un homme plébiscité par les 9/10 de la population est un pantin sans force et sans âme entre une poignée de combattants ouvriers et la camarilla du capital.

On annonçait lundi qu'avec la complicité des autorités locales, la direction de la General Motors était décidée à reprendre la production, avec l'aide sans doute des briseurs de grève, qu'elle ne voulait pas reconnaître les « syndicats Lewis », charge directe contre Roosevelt qui les encourage, et qu'enfin elle était décidée à faire opposition aux pouvoirs du gouvernement incapable d'assurer la liberté constitutionnelle du travail, en un mot d'opposer les nombreuses complications qu'elle possède dans la machine d'Etat pour éliminer avec les armes que la loi lui donne ou qu'elle arrache à la loi, toutes les forces contraires à sa volonté d'hégémonie économique et politique.

Moins que jamais, la lutte de classe est en sommeil. Que reste-t-il du prétendu élan de rénovation économique, collaboration unanime et espoir illimité, alors que tout le monde peut voir un prolétariat sérieux et volontaire qui revendique ses droits tandis qu'une poignée de magnats les lui refuse et avec une hargne qui tient en échec le médiateur et une force administrative (magistrature et police) à son service qui éclaircit la singulière structure de l'Etat le plus démocratique du monde ?

On regrette seulement que la nouvelle machine syndicale soit bien plus une arme dans les mains du rénovateur impuissant qu'une véritable organisation syndicale, et que pour peu que la volonté ouvrière enfonce les lois impensables que le prolétariat se retrouvera seul, abandonné ou trahi par son organisation, avec sa lutte à mener et son indépendance à conquérir.

Pour l'instant, il est nécessaire d'abord que le prolétariat américain assure par une combativité résolue le succès de ses revendications immédiates. Ensuite qu'il obtienne de la constitution, la reconnaissance non plus seulement formelle mais pratique d'une nouvelle structure syndicale répondant aux nécessités d'une lutte qui étouffe dans les cadres d'une organisation corporative corrompue et impuissante. Et enfin qu'il dégage de la médiation manquée du président Roosevelt la leçon suivante : le syndicalisme américain doit se dégarer de toute emprise gouvernementale, obtenir que la seule reconnaissance constitutionnelle de ses droits lui permette d'élargir pratiquement sa route, et envisager une action révolutionnaire qui réponde à la fois à ses capacités combattives et aux capacités productives de son pays.

LUC DAURAT.

A BAS L'ARBITRAGE

Nous avons publié ici les considérations de l'arbitrage intervenu dans la Sambre qui donnait tort aux ouvriers, il donnait tort aussi aux ouvrières d'Asnières-sur-Oise... il donnait tort... mais la liste s'allonge chaque jour de décisions d'arbitres qui donnent tort aux ouvriers ; ce n'est plus de la justice, c'est de la vengeance, la vengeance d'une classe qui utilise à son profit les lois faites par un gouvernement qui se dit prolétarien.

L'arbitrage que nous flétrissons aujourd'hui est d'une importance capitale car il s'applique à la métallurgie, industrie essentielle de la région parisienne par ses ramifications innombrables qui assurent l'existence à des centaines de milliers de travailleurs.

Les grèves de juin avaient permis d'acquiescer un salaire que des réductions nombreuses depuis plusieurs années avaient avili dans des proportions considérables. Rien ne fixe le salaire, en somme, pour le patron et là où l'échelle mobile n'intervient pas pour corriger automatiquement les diminutions du pouvoir d'achat provoquées par l'augmentation du coût de la vie, l'ouvrier est lésé, son recours est dans la grève ; pour l'éviter on a inventé l'arbitrage. Après le respect de la propriété en condamnant les occupations d'usines, la famine est légalisée par l'arbitrage. Les chiffres officiels mêmes n'ont pas servi de base à l'expert.

Il y a plus d'un mois le ministre de l'Economie nationale, Spinasse, avait reconnu, dans une entrevue à la présidence du Conseil, que l'augmentation du coût de la vie marquait un pourcentage de 11,9, chiffre qui pouvait être inférieur à la réalité et qui ne portait que sur des sondages effectués à la mi-décembre.

Bien qu'inférieur à la réalité ces chiffres ont été estimés trop forts par le surarbitre qui considère que la vie n'a augmenté que de 8,5 0/0.

Quand on prend les chiffres officiels on s'aperçoit que l'indice du coût de la vie est à 473 au 1^{er} octobre. Au 1^{er} février il est à 550. C'est donc réellement d'un minimum officiel — combien loin de la réalité — de 14 0/0 que la vie a augmenté. C'est donc de cette différence que le travailleur est lésé par un monarque — dont nous serions heureux de connaître le standard de vie — investi d'une autorité qui s'exerce au détriment des déshérités, des ouvriers qui en sont réduits à des mouvements de grève.

Sent-il toute la responsabilité qu'il assume en l'occurrence ?

Est-ce cela que le gouvernement a voulu, lui qui courbe l'échine devant des forces toujours plus arrogantes ?

Il ne suffit pas pour être un gouvernement prolétarien (1) de convier les foules à des manifestations contre le fascisme (2) et de les laisser affamer par ces forces que l'on dit combattre. Le gouvernement peut être désarmé devant elles, en ce cas il n'a qu'à laisser agir les foules qui veulent se défendre sans leur créer de chaînes juridiques et légales que les chicaniers professionnels savent exploiter au mieux des intérêts des propriétaires. A ce jour l'arbitrage a systématiquement desservi les ouvriers. Il n'y a donc pas de raison de croire qu'il leur accorde justice à l'avenir ; ils doivent le refuser. Peut-être alors les pâles politiciens front populaire comprendront-ils la leçon qu'inflige la misère aux satisfaits.

N.

Blum, à l'action ? Non

(Suite de la première page)

Socialistes et communistes qui somment Blum de sortir de la neutralité, de renoncer à la non-intervention ont recours à un autre ordre de considérations, mais ils jugent celles-ci également irrésistibles.

Ils disent : « Un monde nouveau s'élabore, en Espagne, dans le creuset de la guerre civile. Les travailleurs de la Catalogne et de l'Aragon poursuivent la collectivisation des usines et des champs, des ateliers, des magasins, des services publics, des moyens de production et de répartition des produits. »

« Toute la vie économique et toute l'action intellectuelle sont gérées, contrôlées, orientées par les organisations ouvrières et paysannes. »

« Vous êtes, Blum, le chef respecté, écouté, aimé de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.). Comme tel et, aussi, parce que la classe ouvrière de France vous a installé à la Présidence du Conseil, vous vous devez d'intervenir en faveur de cette transformation sociale et de la défendre, par tous les moyens dont vous disposez, contre les hordes déchaînées du fascisme international. »

« Vous dérober à ce devoir sacré, ce serait trahir les intérêts du prolétariat français qui vous fait confiance et la cause du prolétariat international. »

« Blum, à l'action ! »

Je crois traduire ainsi très exactement la pensée de ceux qui, au nom de la République et de la Démocratie, du Parti Socialiste et du Parti Communiste, mettent Blum en demeure d'engager l'action.

L'intervention officielle, gouvernementale, militaire de la France me paraît, tant sur le plan national que sur le plan international grosse de conséquences si redoutables, que je lui refuse — je le dis très nettement — mon approbation. Toutefois, je ne veux pas, aujourd'hui du moins, développer ici les raisons de ce refus ; ce n'est pas l'objet de cet article.

Tout autre est cet objet.

Car, je considère que nous, anarchistes et révolutionnaires, nous n'avons rien à solliciter d'un Gouvernement quel qu'il soit, nous n'attendons rien qui soit de près ou de loin en accord avec nos convictions d'anarchistes et de révolutionnaires intégraux ; je considère que lui demander d'intervenir dans les affaires d'Espagne, ce serait nous couvrir de ridicule, nous mettre en contradiction avec nous-mêmes et faire preuve d'une monumentalité naïveté. Mais par contre, l'estime que nous avons à proposer, à réclamer, à exiger et, si nous le pouvons, à imposer une autre intervention, une intervention d'origine et de nature tout à fait différentes.

Je tiens celle-ci, et celle-ci seulement, pour efficace, rationnelle et décisive.

J'en parlerai la semaine prochaine.

Sébastien FAURE.

La tournée de conférences
avec films

ALES

Les camarades d'Ales avaient organisé la réunion de vendredi 5 avec le même soin que celle de la Grand-Combe. Aussi ce fut devant un millier d'auditeurs que le camarade Prades ouvrit la séance.

CAGNES

Dans ce village de la Côte d'Azur plus de 250 travailleurs assistèrent à la manifestation de Solidarité en faveur de la révolution espagnole. La lutte de classes n'est pas morte dans ce pays à la mode où la bourgeoisie veut se reposer au printemps des fatigues des sports d'hiver. Faubourgs des grandes cités industrielles, bourgs paysans, partout où vivent des prolétaires montés de plus en plus puissants la même flamme : « Des armes pour l'Espagne Prolétariats à l'action ».

RIVESALTES

Dans cette localité où la propagande anarchiste se manifestait pour la première fois, notre réunion se tint devant une salle de 150 travailleurs. Les auditeurs suivirent avec attention et intérêt les exposés des deux conférenciers.

Bonne réunion qui portera ses fruits et qui ne constitue qu'un début de la pénétration de nos idées dans Rivesaltes.

TOULOUSE

Le groupe de Toulouse ne chôma pas. Après avoir organisé un vaste meeting avec les concours d'orateurs espagnols, il a réouvert l'argent pour les militants antifascistes en conviant la population ouvrière toulousaine à un bal qui remporta un gros succès.

Enfin un nouveau meeting avec projection des films eut lieu lundi devant une salle comble.

L'activité continue en faveur de la révolution espagnole et la sympathie pour le mouvement libertaire ne cesse de croître. Bravo ! et continuons !

NOTRE LIBRAIRIE

Réservez au Libertaire vos commandes de brochures et de livres.

En vente

De Lénine à Staline, Le Crapouillot, 10 »	
Dossier des fusillades (après le 30 juin de Staline)..... 5 »	
Mea Culpa, par Louis-Ferdinand Céline..... 7 50	
Ce qu'est devenue la Révolution russe, d'Yvon..... 2 »	
Retour de l'U.R.S.S., d'André Gide..... 6 »	
Les Impérialismes et la Révolution espagnole, Jean Bernier..... 1 »	
Pourquoi les églises brûlent en Espagne, Hem Day..... 1 »	
Desobéir, par Vladimir..... 12 »	
Refus d'obéissance, par Jean Giono..... 6 50	
Les Damnés de la Terre par Henry Poulaille..... 18 »	
Le Pain Quotidien par Henry Poulaille..... 15 »	

PRENDRE BONNE NOTE QU'AUCUN ENVOI NE PEUT ETRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNE DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJORÉE DE 40 % POUR FRAIS D'ENVOI.

Tournée Sébastien Faure

Notre camarade est à la veille d'effectuer une nouvelle tournée de conférences.

Il parlera :

Le 16 février, à Saint-Nazaire;
Le 17 février, à Nantes;
Le 18 février, à Vannes;
Le 19 février, à Lorient;
Le 21 février, à Brest;
Le 24 février, à Brest;
Le 25 février, à Saint-Brieuc;
Le 26 février, à Rennes.

U. A. FEDERATION PARISIENNE

Réunions et Conférences
de la semaine

VENDREDI 12 FEVRIER

à 20 heures 30, Salle Tétu, Place de la Mairie.

REUNION PUBLIQUE
ET CONTRADICTION

LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

Orateurs : FREMONT, COUDRY, DOUTREAU.

A Antony, à 20 h. 30, Salle Camille au Pont d'Antony

REUNION PUBLIQUE

LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

Orateurs : Berger, Dautreau, Paterni HUART

LUNDI 15 FEVRIER

9^e ARRONDISSEMENT, à 20 heures 30, au café Cadet, métro Cadet, aura lieu une conférence, organisée par la 9^e équipe des J. E. U. N. E. S. et le groupe du 9^e sur le sujet suivant :

LA NOTION ANARCHISTE
DE LUTTE DE CLASSE
ET LA LIGNE GENERALE J.E.U.N.E.S.

MERCREDI 17 FEVRIER

A Malakoff, à 20 h. 30, Salle de la Coopé 43 Rue Victor-Hugo

CONFERENCE PUBLIQUE

Les réalisations syndicalistes en Espagne Orateur : Cointault, de la C. G. T. S. R.

VENDREDI 19 FEVRIER

A Livry-Gargan, salle Trianon Freinville avenue de Liégard

PROPAGANDE PAR LA CHANSON

Charles d'Avray dans ses œuvres et Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté.

Groupe 15^e à 20 h. 30, salle du Tango, avenue Emile-Zola.

REUNION PUBLIQUE

LES EVENEMENTS D'ESPAGNE Orateurs : de la Gauche Révolutionnaire des J. E. U. N. E. S. : Dautreau, Coudry, Huart.

Jeunesse Anarchiste Communiste

LES DEUX ANS
C'EST LA GUERRE !

Blum, Daladier, Thorez nous ont appris bien des choses. Ils nous ont démontré que les deux ans ça serait la guerre. Ils nous ont dessillé les yeux sur le chapitre de la défense nationale « la prétendue défense nationale c'est la destruction nationale ». « La guerre c'est le suicide de la nation ». « Les deux ans, c'est la guerre ».

— Les deux ans, c'est la guerre en ce sens que c'est une préparation à la guerre qu'on envisage, admet comme possible et probable puisqu'on prend des dispositions en vue de cette guerre — Tous admettaient que l'accroissement des mesures de préparations accroissaient dans la même proportion les chances de guerre.

L'accroissement des forces militaires, ce sont les risques de guerre accrus proportionnellement.

Etre contre les deux ans, c'est vouloir diminuer les risques de guerre.

Etre contre les deux ans, c'est œuvrer pour la paix.

Hier, tout cela était démontré avec logique, avec conviction. Ils étaient dénoncés avec véhémence les saboteurs de la paix. Aujourd'hui, ces mêmes, conscients des risques qu'ils font courir au peuple, font, dans une plus grande proportion, ce qu'ils dénonçaient comme irrémédiablement funeste à la cause du peuple, à la cause de la paix.

Il y a un mensonge et il y a des menteurs. Ou il est plus difficile de se reconnaître, c'est de savoir s'ils nous trompent maintenant ou s'ils nous trompaient alors. Puisque nous nous sentons frustrés, refaits, c'est que ce qu'ils nous promettaient correspondait à nos aspirations les plus profondes. Ce qu'on ne peut contester, c'est que nous sommes des instruments, des poires. Aussi ne faut-il jamais séparer la question du service militaire de l'ensemble de la question politique. Nous ne sommes pas contre les deux ans seulement parce qu'on est mal dans les casernes, parce que c'est du temps qu'on nous vole, mais surtout, parce qu'on désire la paix et qu'on veut vivre. Nous ne voulons pas faire deux ans pour n'avoir pas de guerre à faire.

Après la mise en vigueur des deux ans, l'Allemagne institua le service militaire obligatoire.

Après le maintien d'une classe en U.R.S.S., l'Allemagne décréta le service de deux ans.

La France a contribué à créer l'état de choses actuel par son refus d'entrer dans la voie du désarmement alors que l'Allemagne était effectivement désarmée. Maintenant on crie haro parce que l'Allemagne reconquiert ses droits impérialistes.

C'est bien, irrécusablement, parce que vous n'avez pas voulu désarmer que l'Allemagne réarme et nous en creverons si vous ne désarmez pas.

Un soldat du 40^e D. C. A.

NOS RÉUNIONS

Commission d'Initiative de la Fédération Parisienne de la J. A. G. — Lundi 15 février, à 21 heures, au Libertaire, chaque groupe de la région parisienne doit envoyer un représentant.

II, III, IV. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 92, rue des Archives.

V et VI. — Tous les jeudis à 20 h. 30, avec l'U.A., 22, rue Broca.

IX. — Les Jeunes se réunissent avec le groupe de l'U.A.

X. — Tous les mardis à 20 h. 30, 17 bis, passage Hebrard, café Gauthier.

XIV. — Tous les vendredis à 21 h., au 36, rue de Vanves.

XV. — Tous les mercredis, salle Jourdan, 69, rue de la Convention.

XIV Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 h., chez Cuvillier, 50, avenue des Moulins, Billancourt.

XVIII. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, au bar des P.T.T., 49, rue Dumesnil.

XIX. — Attention ! mardi prochain 16 février, à 20 h. 30, réunion salle Quelenet, 70, rue de Flandre.

XX. — Réunion du groupe J.A.C. avec le groupe adjoint.

Bogigny. — Pour la formation d'un groupe, écrire à Roger Brillon, 11, rue des Marais, à Bogigny.

Colombes. — Tous les vendredis au « Bar Colombe », 56, rue de Saint-Denis.

La Courbevoie. — Tous les mardis, salle de la Renaissance, 107, rue de Flandre, à 21 h.

Neugent. — Tous les jeudis, à 21 h., chez Barreau, 90, Grande-Rue, à Neugent.

Pré-Saint-Gervais. — Réunion tous les jeudis, 49, rue de la Cristallerie.

Alger. — Pour la formation d'un groupe, écrire à André Vaillant, chez Mme Yvonne, 8, rue Barthélemy, Alger.

Angoulême. — Tous les mercredis soir, à 20 h. 45, salle Francisco Ferrer, Maison du Peuple.

Pour la formation de groupes dans la région, s'adresser à Pierre Maxéline, 365, rue de Périgueux, à Angoulême.

Chambéry. — Pour la formation d'un groupe, s'adresser à Bisset Marcel, 5, rue de la Métropole, Chambéry.

Lyon. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 212, rue Crignat, angle place Voltaire.

Adresser la correspondance à Marc Nicolle, chez V. Besson, 88, rue Villeroi, à Lyon.

Marseille. — Les Jeunes se réunissent tous les jeudis, à 18 heures, au bar Chez-Vous, cours Lantaud, coin rue Château-Redan, ce soir pour les adhésions et tous les dimanches matin à 8 h. par Provence, pour prendre le matériel et travailler.

Montpellier. — Pour la formation d'un groupe, s'adresser à Olivet, 23, rue de Valfrère.

St-Henri-Val-de-Sion. — Pour tout ce qui concerne le groupe des Jeunes Anarchistes, s'adresser au camarade Coussinier fils, 85, rue Babelais, Saint-Henri.

Tunis. — Un groupe est en formation ; écrire à Ringas, au « Libertaire ».

Prière au camarade Muger de donner son adresse.

Etudiants libertaires. — Les élèves de Facultés et de Lycées, militants ou sympathisants sont priés de passer le samedi après-midi au « Lib », pour causer et envisager le travail pratique.

Tous les camarades désireux de former un groupe J.A.C. dans les villes où il n'en existe pas sont priés de demander des renseignements à Ringas, au « Libertaire ».

Réclamer les affiches « L'anarchisme... voilà l'ennemi » au prix de 0 fr. 35 pièce, 30 francs le cent.

Une nouvelle série de papillons comprenant huit textes différents est en vente au prix de 2 fr. le 100.

On nous demande des tracts de la Jeunesse. Nous pourrions en procurer aux camarades, au prix de 20 francs le mille si nous recevons des commandes suffisantes, accompagnées de leur montant pour envoi, une importante édition.

Pour les règlements, utiliser le compte chèque postal : Paris R. Caron 963-75.

Maurice Sède. — Veux-tu passer samedi après-midi à la permanence J.A.C. au « Libertaire » et le mettre en rapport avec le comité de rédaction.

ECHO D'UN ÉCHO

A la suite d'un écho paru dans son numéro du 23 janvier dernier, le « Libertaire », a reçu une protestation signée : la Section syndicale des employés de chez Br... à Saint-Mandé. Seul le manque de place ne permit pas jusqu'à ce jour de répondre à notre correspondant « occasionnel ».

J'admettais bien volontiers qu'un fâcheux lapsus m'a fait écrire les employés pour des employés. Mais, cette rectification étant faite, en tant qu'auteur dudit écho, je n'éprouve pas le besoin d'y changer quoi que ce soit parce que l'aventure m'est arrivée personnellement quelques jours auparavant dans les bureaux de la maison incriminée.

Le camarade signataire de la lettre nous informe que les trois quarts des employés sont syndiqués à la C. G. T. et qu'ils ont fait à deux reprises la grève avec occupation des locaux. Personne plus que moi ne pourra les en féliciter, et, chaque fois que nous verrons des exploités prendre conscience de leurs devoirs de classe, nous applaudirons sans réserve. Seulement, le camarade en question voudrait bien reconnaître que — de son propre aveu — il demeure un quart de ses collègues qui n'ont pas encore compris, et que c'est à un de ceux-là que j'ai dû avoir affaire, en tant que commissionnaire bénévole et non comme patron exploitateur, ainsi qu'il le prétend gratuitement, puisque j'appartiens à la 21^e section du Livre.

Mon flet n'était donc pas un faux-flet, ceci dit pour en terminer, j'espère, avec une rectification qui contient certains termes que ne désavouerait pas un partisan, et qu'aurait maîtres avec plus de doigté un syndiqué de longue date. Par contre, il m'est agréable de citer quelques extraits d'une longue lettre qui nous est parvenue de Marseille :

« ... Les stocks ont certainement baissé dans les magasins de Saint-Mandé ou d'ailleurs (14 succursales), mais les directeurs de chaque maison suivent le mot d'ordre de refuser la vente des médaux, ou tout au moins de n'en livrer qu'une infime partie. Et d'ajouter que cet état de choses est imputable au Front populaire, aux 40 heures (qu'ils n'appliquent pas encore d'ailleurs), etc. »

« ... Ce qui est pénible c'est de voir que des copains d'atelier se font les porte-parole de telles foutaises et servent à la clientèle, parfois sur des, toujours indignée les bobards calomnieux de leurs chefs. »

Le camarade — qui cite des noms — nous apprend que des ex-Croix de feu occupent certains postes de la direction, et nous savons qu'en pareil cas, ils réussissent toujours à faire des infiltrations parmi le personnel sous leurs ordres.

Je constate, pour terminer, et sans triompher autrement, que mon intuition ne m'avait pas trompé.

Le Banlieusard.

P. S. — Merci au camarade G., de Marseille, qui nous offre de nous documenter davantage sur ladite boîte, mais nous ne pouvons fixer notre attention sur un seul cas : il y en a tant d'autres ! — Le B.

Pour que vive le «libertaire»

Souscription du 25 décembre au 31 janvier

Desgouttes 10 ; Duhamel 2 50 ; Bruno 9 ; Marquis Jean 30 ; Alger Edm. 20 ; Claude 28 ; Les camarades de la Seine 50 ; Panamra 5 ; Groupe d'Aulnay 75 ; Espagnol 5 ; Pichault 50 ; Manol Louis 5 ; Loyol 15 ; Gaby de Bezons 5 ; Levoir 1 ; Lapid 20 ; Jules Bourdier 3 ; Vandenberg 2 ; Neveu le boulanger 5 ; Comte 10 ; Jules Veyreigne 5 ; Henri Sualas 17 ; Neveu 4 ; Richebourg 28 ; Devaud 5 ; Marcos Eugène 2 ; J. Villen 5 ; P. Menu 4 ; Promp 2 ; J. D. 5 ; Beltrami 10 ; Hérold 5 ; Caisse de Solidarité 10 ; connerie, pierre de la Seine ex-confédéré 330 ; Delafosse 8 ; Pelavay 2 ; Melare 5 ; Perrin 18 ; Jules Goubi 5 ; Joo 10 ; Trassin 8 ; Manol Louis 5 ; A. Dupuyre 9 ; Louman 5 ; Palanzonne 10 ; Bussol 5 ; Tissier 5 ; F. Denegry 18 ; Courvoisier 4 ; René Binon 8 ; Camille 10 ; Charles d'Avray 5 ; Moreau Lucien 4 ; A. Gilbert 12 ; Un vieil anar. 6 ; Orlin 5 ; V. Le Mehe 2 ; Duquelzar 4 25 ; J. E. Daxico 3 ; Erragat Louis 43 ; Pierre Rougier 3 ; Quelhaus 5 ; Jules Bourdier 3 ; Paul Varnereau 3 ; Razat 10 ; P. Bovin 7 ; Jourdan et Bonard 15 ; Collecte fête du

PARIS-BANLIEUE

Les correspondants sont informés que la copie de Paris-Banlieue et Voix de Province doit parvenir à la rédaction le lundi soir au plus tard.

PARIS-19°

Le Groupe a organisé vendredi 29 janvier 1937 un meeting public parfaitement réussi. Sujet : « Les événements d'Espagne et les anarchistes ». Après que Pédron et Marcos, du 19°, eurent mis l'auditoire dans une ambiance révolutionnaire, nos camarades Frémont et Maurice Dautreau, de l'Union Anarchiste, vinrent, par des exposés clairs et précis, compléter ce qu'avaient dit leurs prédécesseurs à la tribune à propos de la Révolution Ibérique et des anarchistes.

Une intervention d'un membre du P. O. I. permit à Frémont, chargé de répondre à la contradiction, d'écarter immédiatement toutes les formes de gouvernement centralistes et autoritaires, en s'appuyant sur l'exemple que nous donne la Catalogne dans sa nouvelle organisation sociale.

Un ordre du jour, saluant les miliciens en lutte pour la défense de la liberté, et disant que tous les camarades révolutionnaires présents s'engagent à préparer eux-mêmes la révolution Ibérique et des anarchistes.

à l'unanimité.

Le secrétaire du Groupe du 19° : Rabouille.

AULNAY-SOUS-BOIS

Conférence Sébastien Faure

Notre groupe avait organisé une conférence avec le concours de Sébastien Faure, le samedi 30 janvier, à la salle Travaille.

Malgré la pluie et l'abstention systématique des communistes locaux, plus de 600 personnes étaient venues écouter notre ami.

Après que Saïl Mohammed eut fait un petit exposé sur la situation en Aragon et en Catalogne et donné un avertissement aux fascistes aulnaysiens qui glissent leurs imprimés de propagande sous la porte de notre centre de ravitaillement de la rue des Ecoles, Sébastien Faure, dans une élocution et émouvante conférence, nous dit toutes les raisons qu'il avait d'espérer et de croire au succès final de nos camarades espagnols et au triomphe de nos conceptions anarchistes dans la révolution qui est en marche.

Après lui, Dimanche, le la C.G.T.S.R., vint donner son point de vue de syndicaliste révolutionnaire sur les événements actuels.

Quelques orateurs locaux de diverses organisations (C. G. T., Ligue des Droits de l'Homme, radicaux C. P.) vinrent exposer en terminant leur opinion et la réunion se termina sur un appel de Saïl Mohammed en faveur du Centre de Ravitaillement des miliciens antifascistes.

En somme excellente soirée qui a laissé plus de 600 francs de bénéfices au profit des milices antifascistes. Pour le groupe : Saïl Mohammed.

BANLIEUE-SUD: GENTILLY, BICETRE, VILLEJUIF

Les Anarchistes et les Syndicats

C'est la conférence qui sera faite lundi 15 février, chez Cayez, au 51, rue Frileuse, à Gentilly, à 20 h. 30.

Les membres du groupe, les sympathisants et lecteurs du Libertaire sont fraternellement invités. Cette question qui a toujours été discutée avec passion par les anarchistes sera traitée par un camarade compétent et nul doute que la discussion qui suivra sera intéressante au plus haut degré. Les camarades savent que la question est primordiale, l'économie devant, pour nous, primer sur toute la vie sociale. Venez nombreux et vous serez satisfaits !

Le Groupe Banlieue-Sud.

Le camarade Castella, 68, avenue de Fontenay, à Bicêtre, responsable du secteur Sud rappelle aux groupes qu'ils doivent lui envoyer les noms et adresses des camarades disponibles pour appuyer la propagande du secteur. Très urgent !

GENNEVILLIERS

Malgré la volonté manifestée par certains éléments de la localité de nuire à la préparation de notre meeting contre la guerre et le fascisme, près de deux cents ouvriers et ouvrières ont compris leur devoir de classe et notre réunion s'ouvre avec l'exposé de Coussault de la C.G.T.S.R., qui tout de suite dénonce la fausse démocratie qui a permis en Allemagne, en Italie, en Autriche, l'accession au pouvoir du fascisme.

Dautreau de l'U. A. fait un exposé sur le capitalisme et dénonce l'utopie qui consiste à vouloir apporter des réformes dans le régime capitaliste, et il indique que ce n'est pas avec le calme et la dignité que l'on reprend à un voleur ce qu'il nous a volé.

Un camarade des Jeunes-S. S. F. I. O. apporte le salut de son organisation au groupe libertaine et il déclare qu'il Gennevilliers les J. S., en ce qui concerne la guerre, sont d'accord avec les anarchistes pour les moyens employés pour lutter contre. Il tient à exprimer l'admiration que lui inspirent nos camarades de la C.N.T. et de la F.A.I.

Coudry de la J. A. C. indique les moyens d'action préconisés par les anarchistes pour lutter effectivement contre le capitalisme.

Coudry explique pourquoi les anarchistes veulent la suppression de l'Etat et se dressent contre la soi-disant élite révolutionnaire qui prétend guider l'avenir du prolétariat. Au centralisme, notre camarade oppose le fédéralisme libérateur de la classe ouvrière.

Un contradicteur communiste essaye ensuite de venir défendre la mauvaise cause de son parti après les colonnes habituelles, il ne peut apporter aucun argument précis, concernant ses critiques, et c'est alors que la garde donne, après le sabotage de la préparation du meeting, une nouvelle manœuvre est tentée, clore la réunion à leur profit, mais pour cela ils pourront repasser, car les rancs au nombre d'une dizaine s'élèveront que cinq ou six personnes seulement.

Dautreau, Coudry et Coussault mettent les choses au point et la parole est donnée à Paterni, qui nous fait un exposé extrêmement intéressant de l'histoire du mouvement social, il dénonce le mensonge de la guerre, de la Patrie, de la défense nationale et de l'obéissance. — Le Groupe.

Les camarades lecteurs du « Libertaire », les camarades qui ont entendu au meeting nos orateurs démontrer la justesse des positions anarchistes, doivent venir renforcer le groupe libertaine de Gennevilliers. Déjà notre campagne porte ses fruits, notre groupe est en progression et il faut plus que jamais travailler à clarifier la situation. Les ouvriers commencent à se débarrasser des policiers, ils comprennent que la libération ne leur viendra pas de là.

Notre groupe, par des causeries hebdomadaires diffusées la parole anarchiste, camarades sympathisants, vous êtes cordialement invités à nos réunions tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

LIVRY-GARGAN

Malgré le mauvais temps, la réunion organisée par le Groupe de l'U. A. de Livry-Gargan, vendredi 5, à Clichy-sous-Bois, fut excellente à tous points de vue. Le sujet : « Ce que veulent les anarchistes », fut brillamment développé par Coudry et Frémont, qui furent écoutés avec attention par un grand nombre d'auditeurs.

Une controverse assez confuse fut présentée par quelques socialistes et communistes, chez lesquels l'esprit de parti enlève toute possibilité de réaliser les temps critiques que vit actuellement la classe ouvrière.

Tout à tour cinglant et ironique, Frémont répondit aux interpellations.

Somme toute, bonne soirée pour l'idéal anarchiste.

PONTOISE

Dans notre ville ultra-réactionnaire, où Doriot se livre à une propagande intense et risque d'attirer à lui beaucoup de mécontents, un groupe de l'U. A. vient de se constituer et a entrepris un travail d'agitation qui porte déjà ses fruits.

Devant la carence des partis de gauche et les déceptions causées par le Gouvernement, beaucoup d'ouvriers sont découragés et ne savent plus de quel côté se tourner, ce sont ces camarades que l'on doit ramener dans la lutte révolutionnaire, leur seul salut, en leur démontrant que ce n'est pas avec le parlementarisme que les prolétaires arriveront à acquérir leur émancipation. — Lecram.

LE PRE-SAINT-GERVAIS

Erratum

Dans mon dernier article, au sujet de l'expulsion ignoble d'un ouvrier, le titre portait : « L'expulsion d'un chômeur » ; l'article, dans sa forme, disait tout, puisque, travaillant, ce malheureux ne pouvait se targuer de la triste profession de chômeur. Nos camarades auront rectifié d'eux-mêmes. — Camille.

VOIX DE PROVINCE

AMIENS

Le 30 janvier, sous l'égide du groupe libertaine « Germain » était organisée une réunion sur la Révolution espagnole et le mouvement ouvrier français. Une cinquantaine d'auditeurs seulement écoutèrent attentivement les exposés de nos camarades Marcos et Frémont qui n'eurent pas de contradicteurs, ce qui est d'ailleurs regrettable.

Nous faisons appel aux camarades lisant le Lib. et aux jeunes pour qu'ils assistent nombreux à nos réunions. Rendez-vous tous les mercredis salle de l'Union 1^{er} étage, nous ne manquons pas de travail. — A. G.

BREST

Sébastien Faure dans l'Ouest

Notre vieux camarade va passer dans différentes localités de notre région si dure.

Il sera à Brest et donnera une conférence anti-fasciste le dimanche 21 février, à la Maison du Peuple, et ayant pour thème : « La Naisance et mort des Religions ».

Nul doute que cette question attirera la grande foule des travailleurs, et cela nous permettra de leur montrer que notre lutte doit être la leur.

Que chaque lecteur du « Lib. » fasse la propagande autour de cette importante manifestation d'idéologie. — A. Le Lann.

Un droit d'entrée de 2 fr. sera perçu pour couvrir les frais.

FEDERATION ANARCHISTE DES BOUCHES-DU-RHONE

Le Bureau fédéral avise les camarades de tous les groupes que, demain dimanche, il n'y aura pas de réunion de la Fédération, ceci pour permettre aux camarades d'être disponibles pour aller à la conférence filmée que présente la C. G. T. S. R. à l'Alcazar-Cinéma, cours Belzunce, à 9 heures. Les camarades sont priés d'y être présents à 8 heures, pour prier à l'aise.

Le Secrétaire : A. Pascal.

FEDERATION ANARCHISTE PROVENÇALE

Notre assemblée générale aura lieu le dimanche 14 février, à 9 heures du matin, dans la salle transformée du groupe « Jeunesse Libre », 14, rue Nicolas-Laugier.

Lorsque paraîtront ces lignes, nous serons à la veille de notre assemblée, dont l'ordre du jour est le suivant :

1° Plateforme d'organisation contenue dans la brochure : « Que veut la Fédération Communiste Libertaine » (Rapporteur, Michaud).

2° Projet de formation d'une Fédération Anarchiste Internationale (Rapporteur, Gardelle).

3° Congrès Anarchiste International de Barcelone.

4° Divers.

Vu l'importance de l'ordre du jour, notre assemblée commencera à 9 heures précises et tous les groupes, tous les camarades se feront un devoir s'y assister.

MARSEILLE (SAINT-ANTOINE)

Réalisés

Les événements d'Espagne ont jugé les partis politiques et leurs chefs à leur juste valeur.

Toute action qui n'est pas électoraliste, est par eux considérée comme nuisible. Et c'est ainsi que socialistes et communistes n'ont pas fait tout leur devoir de solidarité révolutionnaire envers l'Espagne qui se débat depuis 6 mois devant le fascisme mondial.

Les socialistes installés en des fauteuils ministériels ont perdu le sens de la démocratie ouvrière.

Quant aux communistes, idéologues, ils vont de Chaurès en Scylla, deux alternatives qui conduiront leur communisme à la mort.

Quel suicide choisiront-ils ? Le parlementarisme ou la dictature ?

Si nous en croyons leur dernière pirouette, ils optent également pour la lutte de classes, c'est plus sûr que Moscou.

Il y a bien la C. G. T. réformiste, mais forte de ses 8 millions de cotisants, elle n'en demande pas davantage.

Ses dirigeants font antichambre dans les ministères, sont adulés, seront bientôt décorés, que leur faut-il de plus ?

Alors que se constate l'impuissance des partis politiques devant la crise, le grand malheur c'est que les chefs syndicaux n'ont pas conscience que l'heure de la C. G. T. va sonner.

Travailleurs à l'action, par l'action directe. — P. Gayte.

PERPIGNAN

En collaboration avec le Comité de Défense de la Révolution Espagnole Antifasciste une grande réunion fut organisée au Centre.

Le succès mesure la sympathie de la population ouvrière catalane de France pour les révolutionnaires espagnols, mais il souligne aussi la popularité dont jouissent le Comité de Perpignan, le Comité pour l'Espagne Libre et le mouvement libertain.

Ainsi, malgré les agissements soumoisés des partis soi-disant ouvriers, jaloux de notre mouvement grandissant, la population travailleuse apprécie l'effort pratique et concret des organisations anarchistes de France et commencent à abandonner les préjugés qui nous faisaient considérer comme des rêveurs et des utopistes sans contact avec les faits.

Public enthousiaste et attentif qui est déjà une récompense pour notre travail de solidarité.

Continuons donc, les yeux s'ouvrent et nous finirons bien par déclencher le mouvement populaire, le mouvement massif qui obligera les organisations syndicales françaises à fournir par leurs propres moyens, par leurs syndicats, l'aide efficace, le matériel de guerre indispensables à la lutte antifasciste et à la révolution.

SAINT-ETIENNE

Pour la diffusion du LIB

Tous les anarchistes de Saint-Etienne qui voudraient nous donner un coup de main pour la diffusion de notre lib et pour l'organisation de nos deux réunions des 20 et 21 février, doivent assister à notre réunion du jeudi 18 février qui aura lieu à la Bourse du Travail (salle 20).

Ordre du jour : 1° Diffusion du Libertaire (abonnements, vente à la criée) ; 2° Organisation de réunions de quartier ; prise de carte de l'U. A.

Que pas un anarchiste ne manque. — Le groupe.

TOULON

Un meeting pour Diné

Malgré la coïncidence d'une réunion de Jouhaux, c'est devant un public assez nombreux que s'est ouverte la séance. Il rappelle le cas Diné et souligne que le Front Populaire a eu l'honneur, pour l'incarcérer, de sortir une mesure prise sous Laval.

La parole passe à Michaud qui rappelle l'enthousiasme passé des travailleurs français pour la révolution espagnole. Seulement, tandis que Diné a agi, les travailleurs ont écouté leurs camarades voyageurs en discours qui trahissent l'Espagne tous les jours, et font arrêter ceux qui mettent en action leurs propres paroles. Il est idiot et malhonnête d'avoir lancé les travailleurs sur la voie de l'intervention française en Espagne. Lorsque le capital confie à un socialiste ses intérêts, c'est parce qu'il sait qu'il les défendra mieux que lui-même. L'excuse de la menace de guerre n'est pas valable. Les pays fascistes se livrent à un chantage en Espagne pour obtenir des colonies voilà toute la vérité. Quand on défend le capitalisme chez soi, on ne peut le combattre au dehors. Pour la Russie, si elle a tant attendu pour intervenir, c'est que la révolution espagnole ne l'intéressait pas. Si elle intervient maintenant, c'est contre l'Allemagne. Le résultat de toutes ces manœuvres est un accord général pour éviter et étouffer la révolution sociale.

Les coupables ? Ni Blum, ni Jouhaux, ni vos chefs quels qu'ils soient : c'est vous, prolétaires ! Vous qui avez tout expérimenté, qui avez mis toutes les écoles au pouvoir, vous dont la peau sert à faire la guerre, vous dont actuellement les sacrifices servent à consolider le capitalisme que vous avez cru mort. Vous savez que c'est une nécessité de vie ou de mort pour des prolétaires en révolution d'être aidés par leurs frères voisins. Qu'attendez-vous ? Diné est tombé pour avoir voulu réaliser le rêve du socialisme. Vous devez passer à l'action et s'il est nécessaire aller jusqu'à la grève générale pour libérer votre camarade victime d'avoir accompli son devoir.

Et janvier reprend la parole pour lire l'ordre du jour, adopté à l'unanimité :

« Les travailleurs toulonnais réunis au Melodia, après avoir entendu l'exposé qui leur a été fait, déclarent se solidariser entièrement avec l'Espagne révolutionnaire ; protestent contre l'incarcération du camarade Diné coupable d'avoir appliqué cette solidarité qui pour beaucoup consiste en des discours ; exigent sa libération immédiate d'un gouvernement porté au pouvoir par les voix ouvrières ; joignent à leur protestation celle des milliers de déserteurs et d'insommes que l'on traque encore et auxquels le Front Populaire avait promis l'annulation générale ;

TOULOUSE

M. Ellen Prévot,

Ras de la Haute-Garonne

Toulouse est depuis longtemps la ville socialiste totalitaire, administrée par les socialistes, elle a deux représentants dans le gouvernement du front populaire.

Il y a des gens qui se donnent l'illusion de croire qu'à Toulouse les libertés les plus élémentaires : de pensée, de presse, de réunion, de parole, sont, grâce à son administration, respectées.

Au contraire.

E. Ellen Prévot, maire de la ville, ras de la Haute-Garonne, est d'un autre avis.

En date du 30 janvier, il a publié un arrêté interdisant la vente à la criée des journaux, exceptés les quotidiens locaux qui, selon de très anciens usages, n'ont jamais provoqué d'incidents.

Comprend qui peut.

Le seul titre du Libertaire donne des frissons à M. le Maire qui a alerté ses flics pour empêcher la vente de notre presse (place Saint-Sernin).

Dans les coulisses de la Mairie on dit que le premier citoyen de la ville est poussé dans ces actes par la direction de la Ferromerie du Midi où le maire a des amitiés plus intéressantes que parmi la classe ouvrière.

La population toulousaine si jalouse de ses libertés, les laisserait-elle prendre par son maire ?

Nous ne le croyons pas. En tout cas, le maire de Toulouse marche vers les méthodes mussoliniennes et nous le proposons dès maintenant au Gouvernement de front populaire pour la place de Ras de la Haute-Garonne.

Communiqué. Samedi 30 janvier, dans la salle des Jacobins, a eu lieu une fête dansante au profit de la révolution espagnole. Excellente soirée.

Lundi premier février, dans le cinéma Rex, conférence Ridel Huart avec projection.

La population suit avec enthousiasme les événements de la révolution espagnole.

TRELAZE

Une réunion fasciste

On peut être surpris, mais c'est pourtant la réalité. Le Parti Social Français a osé faire cette provocation à la population ouvrière de Trelaze.

Cette réunion, qui avait été annoncée par voie d'affiches, et par la presse réactionnaire du département, avait réuni tout au plus trois cents manifestants, et encore tous étrangers à la commune.

En apprenant cette nouvelle, le groupe libertaine de Trelaze et les camarades de la C.G.T. S. R. décidèrent de contre-manifester énergiquement pour bien leur montrer qu'ils n'étaient pas prêts de s'implanter dans nos murs.

Réunis à la coopérative, nous décidâmes de nous rendre en bloc à la manifestation du Front populaire, où plusieurs orateurs devaient se faire entendre. Mais ce ne fut pas de notre côté, n'ayant pas la tête à écouter les sermons des politiciens venus pour endormir la classe ouvrière et lui vanter les bienfaits du Gouvernement, chose qui peut se traduire ainsi. La Paix, par les armements à outrance et le service militaire de deux ans ; la liberté par l'arbitrage obligatoire, c'est-à-dire par l'asservissement de la classe ouvrière au capitalisme. Quant au pain, il est assez cher pour ne pas en parler.

A la Mairie, les discours, les ordres du jour et les appels au calme se perdirent sous les huées des quelques milliers de camarades présents.

C'est à ce moment que commença la véritable action, la foule s'élança à l'assaut des barrières de gendarmes et de gardes mobiles, « solidaires républicains ». Après que deux de ces barrières eurent été entonnées, le commandant de gendarmerie alla signifier aux fascistes de déguerpir, car ses sbires n'étaient plus en assez grand nombre pour contenir les ouvriers venus crier leur indignation.

Les braves ex-Croix de Feu ne se le firent pas répéter deux fois : ils ramblèrent dans les canions et quittèrent le territoire de la commune sans attendre leur reste.

Gageons qu'ils ne reviendront pas de sitôt traîner leurs guêtres à Trelaze. — Gaston Mahut.

G. G. T. S. R.

Fédération Nationale des Travailleurs du Bâtiment et des Travaux publics

Commission exécutive

Les membres élus au Congrès du 8 janvier sont convoqués pour le samedi 13 février, à 15 heures, au siège du S. M. B., à Carrières-sur-Seine.

Ordre du jour :

1. Mise au point de la propagande fédérale.

2. Mesures à prendre pour la défense de nos syndicats.

3. Les conférences régionales industrielles.

4. Un des secrétaires : J.-S. Boudoux.

4. Questions administratives.

LA VIE DE L'U. A.

UNION ANARCHISTE FEDERATION PARISIENNE

Samedi 13 février, à 20 h. 30

salle des Jeuneses Républicaines,

ASSEMBLEE GENERALE

Ordre du jour : « L'organisation de la Fédération ; Les événements d'Espagne ».

Tous les adhérents de la Fédération devront être présents.

AVIS IMPORTANT

Les trésoriers de groupes doivent prendre bonne note que les cartes 1937 sont à leur disposition.

Les groupes de la Région Parisienne désirant organiser un meeting avec films doivent passer au Libertaire dans les journées de vendredi et samedi.

Commission administrative. — Réunion lundi 22 février, à 20 h. 30.

III^e et IV^e arr. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 92, rue des Archives.

V^e et VI^e arrondissements. — Jeudi 11 février à 20 h. 30, Café d'Argentan, 22, rue Broca, causerie par le camarade Dautreau.

XI^e et XII^e. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, 170, rue du Faubourg-Saint-Antoine.

XIV^e arr. — Vendredi 12 février, à 20 h. 30, Café Poupillon, 36, rue de Vanves, Causerie par Salvator sur la Faillite du Marxisme. Tous les camarades sont priés d'être présents. Appel est fait aux sympathisants.

XV^e arr. — Le meeting qui devait avoir lieu le 11 février, salle du Tango, est reporté par suite de difficultés matérielles au vendredi 19 février, même salle.

XVI^e. Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 heures, chez Cuvilliers, 50, avenue des Moulinaux, Boulogne-Billancourt.

XVII^e arr. St-Ouen. — Jeudi 11 février, à 20 h. 30, Restaurant, 10, rue Cardinet (salle du fond), Causerie par le camarade Rollet. Les Entrepreneurs Industriels et le Fascisme. Jeudi 18 février, à 8 h. 45, café, 170, avenue de Clichy, réunion réservée aux adhérents.

XVIII^e arr. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 48, rue Dubessy.

XIX^e arrond. — Tous les jeudis à 21 heures, 169, rue de Crimée.

Antony. — Vendredi 12 février, à 20 h. 30, réunion publique salle Camille, au pont d'Antony.

Bagnaux. — Tous les lundis soir, à 20 h. 30, avenue Aristide-Brand, café Véron.

Bagnollet. — Tous les vendredis à 20 h. 30, maison Weber, 43, rue Hoche.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont priés de nous qu'ils trouveront le « Libertaire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Bobigny. — Formation du Groupe jeudi 11 février à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot. Tous les camarades libertaines et sympathisants sont invités.

Canton de Charenton-le-Pont. — Mercredi 21 heures, sous-sol, mairie Charenton, sujet : « La Crise d'abandon ». Sympathisants invités.

Clichy-sous-Bois. — Prendre note que les réunions auront lieu dorénavant 92, rue de Paris à Clichy. Donc, les camarades se retrouveront dimanche prochain, 14 février, à 9 h. 30 précises, à cette nouvelle adresse.

Courbevoie. — Le « Libertaire » est en vente chez Davaine, 70, rue de Bezons, à la Librairie 41, boulevard de Verdun.

Champigny. — Le groupe se réunit tous les derniers samedis de chaque mois chez Mme Vve François, place du Marché à 20 h. 30.

Clamart. — Le « Libertaire » est en vente au Café Goubert, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Chelles. — Les camarades désirant adhérer au groupe sont invités à s'adresser à Bernier, 12, quai Auguste-Prévoit.

Colombes. — Tous les vendredis au « Bar Colombia », 56, rue Saint-Denis.

Drancy. — Réunion tous les 1^{er} et 3^e samedis du mois salle Passebon, 50, avenue Marceau.

Ermont. — Tous les lundis soir à 21 heures, 125, rue de la Gare (au fond de la cour à droite).

Gagny. — Les camarades désireux de fonder un groupe libertaine dans la région peuvent s'adresser à Boyer, au « Lib ». Cet appel ne concerne pas les velléités et les curieux.

Gennevilliers. — Vendredi 12 février, à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

La première tentative de bolchevisation des syndicats a en partie réussi au congrès de l'U. D. de la Région Parisienne.

Les ex-confédérés se laisseront-ils, par manque de courage, plumer jusqu'au bout?

LE CONGRÈS DE L'UNION des SYNDICATS de la SEINE

L'impression qui se dégage de ce Congrès n'est pas des plus réconfortantes quant à l'avenir du syndicalisme. Un militant a pu dire à un certain moment que les assistants pas à un Congrès syndicaliste, mais à une réunion communisante. En effet, l'examen rapide des trois phases en lesquelles on peut diviser les débats qui se déroulèrent au Gymnase Huyghens nous en fournissent la démonstration :

1° Sur le rapport d'activité.

De nombreux militants avaient de profondes réserves à faire. On se rappelle le freinage du mouvement revendicatif de juin, où les dirigeants furent débordés, et s'avèrent incapables de faire face à une situation vraiment révolutionnaire, préférèrent faire sombrer ce magnifique élan dans un plat réformisme. Si difficile de formuler des critiques contre les hommes, les conséquences de leur incapacité ou de leur carence sont trop flagrantes pour être passées sous silence.

Ainsi, l'arbitrage obligatoire appela les observations de Biso (Correcteurs).

A la suite de Biso, d'autres militants ont formulé des réserves sur l'arbitrage, notamment Brunet (Cheminots P.L.M.), André Roger (Alimentation générale) et Sancier (Bijou), qui, dans une intervention vigoureuse, a appuyé et complété l'intervention de Biso sur la généralisation et l'application de l'échelle mobile.

2° Sur les tâches futures.

Un paragraphe devait susciter des interventions très motivées. Celui où l'Union demandait à ses mandants d'approuver la « Constitution de l'U.R.S.S., la plus démocratique du monde » (21) et de déclarer un satisfait à Staline pour la liquidation de l'avant-garde du fascisme, lisez : l'exécution des trotskystes. Cette demande d'adhésion à l'action d'un gouvernement étranger et à un parti politique dépassait les limites de la bienséance. Aussi, les réactions furent-elles vives et nombreuses. Hagnauer (Instituteurs) ouvrit le feu et exprimant les réserves et le regret de trouver des phrases relatives à l'U.R.S.S. Fronty (P.T.T.) appuya Hagnauer et illustra d'un exemple concret, l'incompatibilité des intérêts de gouvernement et du prolétariat, en rappelant que ce sont des radicaux Front Populaire qui maintiennent la dictature des anti-chambres ministérielles contre la technique et s'opposent à ce que l'on mette un terme aux pratiques introduites par Mandel dans l'Administration postale.

Cette flèche décochée au Front Populaire, dont Hénaff, dans son rapport, s'était fait un lanceur si enthousiaste — « Nous devons tout réaliser avec le Front Populaire et par le Front Populaire » — va être accompagnée des coups de boutoir de Delsol (Gaz de Banlieue) et de Charbit (linotypistes) contre le passage litigieux. La voix de Delsol sera couverte par les cris des national-communistes, lorsque le délégué du Gaz de Banlieue critiquera l'U.R.S.S. stalinienne. Quant à Charbit, si les courageuses interventions soulèvent une véritable tempête, sa critique de l'initiative prise par le Bureau de l'Union (alors que l'Union conteste aux Comités locaux le droit de prendre certaines initiatives) de faire valoir le drapeau tricolore des fusilleries de Fourmies, de Villeneuve-St-Georges, etc., avec l'emblème rouge de la Commune ; sa question : « Est-ce que la Russie est toujours le pays de la Révolution ? » le finit, et il fut, conspué et, le micro coupé, il dut s'interrompre.

Guigui fit appel à l'unité, qu'il faut s'efforcer de ne pas compromettre. Le patronat est à l'affût de nos divisions ; ne lui donnons pas d'espérance. Aussi demanda-t-il au Bureau, dans le but de renforcer l'unité, de retirer le passage qui vient de susciter de si douloureux incidents. Puis, après un discours de Benoit Frachon qui, benoîtisme, a fait applaudir des arguments de jésuite enroulé, Hénaff déclara retirer le paragraphe relatif à l'U.R.S.S., afin d'éviter de motiver sa volonté d'unité... En réalité, il valait mieux lâcher une miette, pour faire passer le gros morceau qu'était :

3° La modification aux statuts.

Elle concerne la représentation au Comité général et au Congrès. Jusqu'à présent, chaque syndicat était représenté, mais, ainsi qu'il est normal, le nombre de voix dont il disposait (au Congrès) était proportionnel au nombre d'adhérents. Les nouveaux statuts prévoient le groupement des syndicats en comités industriels, lesquels désignent un délégué à raison de 30.000 adhérents ; avec la concession de conférer à ce délégué 1 voix par fraction de 10.000 adhérents soit 3 voix pour 30.000 adhérents, mais un seul délégué. On voit quel étrangement de l'expression des tendances minoritaires on obéit ainsi. Grâce aux apports massifs des Métaux et du Bâtiment, toute la Constitution syndicale se trouve modifiée et le Bureau est assuré d'une majorité compacte à sa dévotion.

Le nombre à son importance, nous ne le contestons pas. Mais la qualité syndicale, la vertu non moins incontestable. Or, dorénavant, c'est une masse fraîchement syndiquée qui va déterminer l'orientation et l'activité syndicale.

D'autre part, le syndicat, véritable individualité sociale, sera noyé au sein du comité industriel. Ajoutons à cela que le Bureau, qui s'affirmait désireux de voir jouer librement les tendances, a commis une hypocrisie de plus. Car il peut se produire qu'un petit syndicat cristallise une tendance minoritaire sans possibilité aucune de se manifester.

Nous ajoutons que l'importance militante d'un syndicat n'est pas fonction de sa masse, mais de syndiqués, mais du point de fixation économique et sociale qu'il représente. Ainsi, la grève des typographes privait tout un pays de moyens d'information, ainsi que celle des postiers par exemple, pour prendre des syndicats à effectifs faibles comparativement à d'autres, aurait un effet plus immédiat que celle des métaux ou du bâtiment, qui, malgré leur masse, influent moins directement sur l'opinion et la vie sociale.

C'est pourquoi, de la part du Bureau, on assista aux manœuvres d'obstruction les plus châtées. Rien n'y manqua, pas même l'éloge de Staline prononcé en russe par un Moscovite fraîchement débarqué (discours+traduction+deux « Internationales » une heure perdue). Ce qui fit que les orateurs d'opposition virent le temps de parole limité à cinq minutes et que, en ce qui concerne Biso, qui vit son intervention scandalement écourtée, des voix

CONGRÈS D'ABDICATION SYNDICALE

Laissera-t-on plus longtemps les stalinien réimplanter leurs méthodes de subordination syndicale et poursuivre tranquillement la liquidation de la lutte de classes en France ?

Telle est, à notre avis, la question que doivent se poser tous les syndicalistes conscients, après le congrès de l'Union des syndicats de la région parisienne, où se sont affirmés les progrès de la tendance moscovite, devant l'effacement d'une minorité syndicale sans cohésion.

Certes, nous devons dire à la décharge de cette dernière, que rien n'a manqué pour lui rendre la tâche difficile : limitation du temps de parole, obstruction systématique, dictature du micro, privé de courant par un président partial (très tolérant, par contre, à l'égard de ses amis), toutes ces basses manœuvres nous rappelaient les mémorables congrès de l'ex-C.G.T.U. Cependant, au cours des débats, se sont manifestées certaines interventions vigoureuses, comme celles de Delsol et de Charbit, qui aboutirent même au dépôt d'une résolution se bornant à demander le retrait des passages, introduits par Hénaff dans son rapport sur les tâches, qui donnaient à l'organisation syndicale une étiquette nettement stalinienne. Quoique sûrs de leur majorité, composée en grande partie de ses éléments de formation récente et ignorants des dangers de l'inféodation politique, les stalinien cédèrent, soucieux de réaliser l'unité pour rendre leur victoire plus complète.

Ce résultat s'obtient aisément, puisque un seul délégué, celui des correcteurs (l'exception qui confirme la règle) avait signalé qu'il était mandaté pour refuser son approbation au syn-

dicalisme de paix sociale et d'union sacrée pratiqué par les dirigeants de l'Union.

Pourtant, le lendemain, comme pour bien marquer que cette concession n'engageait en rien l'avenir, le « délégué fraternel » des syndicats de Moscou vint donner lecture d'un discours politique à la gloire du « père et ami... du grand et aimé chef » Staline, dans lequel il reprenait et accentuait les termes retirés la veille pour servir une manœuvre hypocrite.

Grande fut notre surprise de constater l'absence de réaction des syndicalistes durant la lecture de la traduction par ce même Hénaff, qui savourait sa revanche en mettant l'accent sur les passages fustigeant les assassins trotskystes-fascistes et proclamant l'absence de toute oppression en U.R.S.S. contre les travailleurs. Seule, l'attitude d'une cinquantaine de militants qui restèrent obstinément muets et assis durant l'Internationale et les hurrahs répétés qui ponctuèrent cette « dictée » marqua leur désapprobation... silencieuse.

Est-ce cette passivité qui encouragea Hénaff, en réponse à l'appel de l'envoyé de Staline, à promettre la « fraternisation des ouvriers du Paris de la Commune » pour la défense de la contre-révolution stalinienne ?

La position prise la veille par Frachon, au nom du bureau confédéral, qui s'était refusé à crier : A bas la guerre ! pour lui préférer : Vive la paix ! (sans doute par la guerre), n'avait-elle pas montré tout le danger de sembler acquiescer à cet engagement ?

C'est d'ailleurs avec la même indifférence que les syndicalistes ont encaissé les critiques ironiques du représentant confédéral sur l'ac-

tion des « minorités agissantes d'avant-guerre, régulièrement battues par les patrons ». Que n'avez-vous la pour répondre, vétérans de nos luttes sociales, pour rappeler aux amnésiques volontaires l'imposant palmarès des victoires conquises par votre action directe.

Au surplus n'est-ce pas l'action de ces minorités agissantes, tant décriées par nos néo-réformistes, qui est à la base du grand mouvement de juin ?

Les tenants actuels des leviers de commande du syndicalisme en sont à la politique de la collaboration des classes qui ne sera peut-être pas celle du loup et de l'agneau, que prétend répéter Frachon, mais qui pourrait être bientôt celle du boucher et du mouton si les intéressés n'y mettent bon ordre.

Un indice de cet état d'esprit s'est révélé lorsque l'on s'est empressé de reprendre, pour la faire approuver, la motion de la F.S.G.T. destinée à détourner l'activité des travailleurs de la lutte revendicative pour l'orienter vers le sport, la préparation militaire, etc., tandis que l'on écartait une proposition de démonstration dans la rue en faveur de l'Espagne antifasciste.

Il faut donc avoir le courage de reconnaître que ce congrès a été une défaite pour le syndicalisme, où la minorité qui prétend à la sauvegarde de son indépendance sur le terrain de la lutte de classe a été à même de mesurer sa faiblesse. Puisse cette dure leçon l'inciter à se ressaisir avant qu'il soit trop tard, à coordonner ses efforts afin d'empêcher la classe ouvrière de sombrer dans la pire des abdications.

N. FAUCIER.

CONTRE L'ARBITRAGE, ACTION DIRECTE

Les métallurgistes ont depuis plus de deux mois déposé leur cahier de revendications demandant une augmentation de salaires de 15 % avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier. Cette revendication, on en conviendra facilement, est fort justifiée par la hausse du coût de la vie.

M. Oualid, grand économiste « Super Arbitre », vient après deux mois de rendre sa sentence.

Sur les 15 0/0 demandés par les ouvriers, 8,5 % sont royalement offerts, il sera versé par les patrons, 1,5 0/0 de leur salaire pour l'augmentation des allocations familiales.

Le rappel sera fait non à partir du 1^{er} janvier, mais du 18 janvier, et celui-ci sera échelonné dans les quatre quinzaines suivantes.

Voici le résultat de l'arbitrage, voilà ce qu'on ose offrir aux ouvriers. Combien nous avions raison de comparer l'arbitrage à une balance avec de faux poids, balance penchant toujours en faveur du capital.

Pourtant les 15 0/0 sont justifiés, il suffit de lire même l'organe réactionnaire « l'Echo de Paris » du 6 février : sous la plume du fasciste Kérisil, il déclare en parlant des travailleurs : « Et maintenant, ils exigent que l'on tienne les promesses. Déjà les fonctionnaires s'agitent. Non seulement les décrets-lois de misère n'ont été que partiellement abrogés, mais le coût de la vie ayant monté de plus de 20 0/0, ils se trouvent être jusqu'ici les victimes et non les profiteurs de l'expérience du « Front populaire ».

Les ouvriers eux-mêmes ont déjà perdu tous les avantages des journées de juin. Et le mécontentement gronde.

Voici les arguments d'un représentant du capitalisme se servant de la hausse du coût de la vie engendrée par les capitalistes eux-mêmes, pour servir leur basse politique.

Mais notre ministre de l'Economie Nationale ne constatait-il pas lui-même une hausse de 11,5 0/0 il y a un mois, celle-ci est d'ailleurs en dessous de la réalité.

Et M. Oualid « Super-arbitre », grand économiste, offre 8 0/0 aux métaux, alors que leur salaire par rapport au coût de la vie est bien inférieur au mois de juin.

Les métallurgistes qui ont toujours été à l'avant-garde des luttes ouvrières accepteront-ils une telle iniquité ? Engageront-ils le combat contre le Comité des Forges ; à l'arbitrage opposeront-ils la force de leur organisation syndicale.

Dépendant, examinons froidement la situation, est-ce que la bataille doit se limiter au Comité des forges ?

Pourtant les gars du bâtiment, les fonctionnaires, en un mot tous les ouvriers posent eux aussi le rajustement des salaires. Les métaux ne sont pas des grévistes, ils n'engagent pas la lutte pour la lutte, ils ont devant les attaques, ils doivent se défendre.

Aussi le rajustement doit dépasser le cadre du syndicat des métaux, de la Fédération. C'est un problème que doit résoudre au plus tôt la C. G. T. La C. G. T. peut exiger des conditions de vie meilleures pour les travailleurs ; elle doit veiller à ne pas laisser caler les syndicats les uns après les autres, ce qui risquerait de réduire totalement à néant la victoire ouvrière de juin.

Des manifestations ont été organisées pour l'oreille égarée d'un président du Conseil ; une autre pour protester contre la réaction qui avait poussé au suicide, un politicien qui n'avait pas le courage de réagir contre ses calomnieux.

Une manifestation doit être organisée par la C.G.T., manifestation qui montre pour protester contre la vie chère, mettant ainsi le gouvernement du Front populaire devant ses responsabilités ; manifestation devant le Sénat hostile à la hausse des salaires, car sans l'application de celle-ci, l'augmentation ne peut être qu'illusoire.

Mais la C. G. T. prendra-t-elle cette initiative ? Réunira-t-elle les syndicats pour organiser la bataille ? Opposant à l'arbitrage la force de ses cinq millions d'adhérents, reprendra-t-elle enfin, le facteur indispensable au mouvement syndical, son indépendance vis-à-vis du Gouvernement.

Les travailleurs commencent à ouvrir les yeux et constatent que les améliorations qu'ils avaient obtenues en juin par la lutte, sont repries partie par partie par le patronat.

La mystique du Front populaire s'éteint de plus en plus devant les attaques patronales ; l'impatience règne à l'intérieur des usines, une colère sourde se manifeste contre l'arbitrage obligatoire.

Le « Sur-Arbitre » a rendu une sentence qui n'aurait pas été acceptée par les ouvriers. La direction du syndicat des métaux l'a comprise ; pourtant elle semblait avoir confiance dans l'arbitrage. Elle s'est rendue compte de l'expérience une nouvelle fois.

La parole est à la base et l'organisation syndicale doit passer à l'action.

FELIX GUARD.

TOUJOURS L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE

Il est très intéressant d'observer le réveil qui s'opère dans la masse des métallurgistes, malgré la colonisation communiste ; la résolution suivante émise par le personnel d'une grande usine d'aviation en est une preuve marquée. Ces camarades ont encore la naïveté d'espérer que le gouvernement poursuivra les patrons et qu'il suffit pour cela de les qualifier de « provocateurs et de fauteurs de troubles ». Mais leurs vœux sur l'arbitrage obligatoire s'éclaircissent. Voici ce qu'ils disent :

La section syndicale de la maison Lloré et Olivier, réunie le 1^{er} février, proteste avec la plus grande énergie et à l'unanimité contre la façon dont a été arbitré le conflit du Joint Français.

Demande au gouvernement de juger avec la plus grande fermeté les provocateurs et les fauteurs de trouble.

S'élève contre les différents arbitrages récents soient toujours à l'encontre des intérêts ouvriers.

Proteste et réclame la suppression pure et simple de cette parodie de justice.

Vous y viendrez, camarades métallurgistes ; vous finirez par comprendre qu'il vous a amenés à cette « parodie de justice ». Vous vous débattrez alors des comédiens du « Front populaire » et prendrez vos propres affaires en main.

Un Métallurgiste.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

CHEZ LES PLOMBIERS

L'Union Syndicale en Paroles et en faits

Le 24 janvier 1937 ont lieu une réunion générale de tous les syndicats confédérés et unitaires en vue de constituer l'unité organique des plombiers-couvreurs de la région parisienne. On peut dire que cette unité tant préchée fut une manœuvre honteuse. En effet, si quelques-uns parmi les dirigeants syndicaux voulaient l'unité syndicale morale et pratique, les communistes avaient bien en cette unité de façade la possibilité de mettre la main sur notre organisation syndicale. Ils tentaient d'éliminer le plus possible de militants actifs, dévoués et qualifiés de la direction syndicale comme notre camarade Jazat, ancien secrétaire. Pour cela, les mensonges, les calomnies, les injures les plus infâmes ont été employés.

Mais les travailleurs qui commencent à apercevoir le manège ouvrent l'œil et ne tarderont pas à demander des comptes.

Le 14 janvier 1937, à Japy, une réunion générale rassemblait à nouveau les ouvriers plombiers-couvreurs qui avaient charge de nommer une nouvelle Direction syndicale. 2.400 ouvriers sur 12.000 avaient donné leur confiance au nouveau conseil pour le diriger. Près de 10.000 syndiqués manifestèrent donc leur méfiance en refusant la direction proposée. Malgré cela, des candidats se crurent nommés par les ouvriers, et occupent la place malgré leur incapacité notoire de développer un rapport moral et financier.

Un camarade qui les rappelait un peu vertement à un travail plus sérieux fut pris à partie par quelques enervés et reçut des coups de poings du président Quenderil, lui-même. Notre camarade Jazat qui avait demandé la parole fut reçu à la tribune par une bordée d'insultes, de coups de sifflet, etc. ; et ne put pas ouvrir la bouche tellement le concert était bien organisé.

Cette tactique n'a pas le don de plaire à tout le monde. Aussi un groupe de syndiqués comprenant toutes les tendances du mouvement syndical ont cru utile de rappeler aux écervelés et matraqueurs de profession, que la discipline

et l'indépendance totale et la liberté de pensée sont des droits sacrés du prolétariat.

Nous ne permettrons pas un nouvel essai de violation des principes syndicalistes et nous nous chargerons de les faire respecter pour l'avenir.

Un groupe de plombiers-couvreurs syndiqués.

DANS LA CHARPENTE

Depuis la réalisation de l'unité les assemblées générales revêtent un caractère d'enterrement qui illustre la valeur morale des adhérents et aussi l'étouffement systématique de toute discussion à la base organisée d'une façon souterraine comme si les fractions existaient toujours.

Une oraison funèbre de l'abbé Cazenave écoutée en silence par les fidèles, oraison qui consistait à rendre compte de délégations répétées dans les ministères (il y vint presque tous les jours), audiences par ci, interventions de presse et de gauche par là. Quant à l'action syndicale réelle, c'est le néant, c'est vrai que la direction syndicale appartient en entier aux sociétés compagnonniques ou collaborant dans les mêmes cavernes, patrons et ouvriers.

Il est de certaines méthodes dont on a beaucoup de difficultés à se défaire.

Pas d'interventions des délégués de chantiers des principales maisons de Paris ; seuls inter-

viennent par ordre du parti certains camarades du conseil bien timidement d'ailleurs, ce qui démontre une mise en scène bien réglée et arrêtée par avance.

Il existe pourtant, et non des plus vieux, des militants surtout chez les anciens confédérés qui pourraient, s'ils le voulaient, donner une autre allure aux assemblées. Dans les années qui suivirent la guerre, c'étaient des batailleurs de premier ordre qui portaient de rudes coups au patronat. Ils ne connaissent que l'action directe et ils n'auraient certes pas fait des délégations dans les ministères pour je ne sais quoi à l'encontre de nos bolchos actuels.

Je pense que ces camarades feraient mieux de suivre autrement qu'ils ne le font les assemblées et se pencher sur les revendications les plus immédiates que de couper des cheveux en quatre sur des questions doctrinales.

Tout en reconnaissant les désaccords qu'ils peuvent avoir avec la direction syndicale, tout en reconnaissant que le parti communiste n'a pas raison, mais il y a par dessus tout nos revendications qu'il faut arracher au patronat. Pour cela, il faut s'entendre avec les ouvriers de la base et non leurs chefs.

Puisse cet article rendre à notre syndicat

cette vieille combativité que la bande d'incapables canalise vers la collaboration de classes et à la soumission au gouvernement.

Dans les boîtes et sur les chantiers

AUX USINES PATHE A CHATOU

Il y a quelque temps, les délégués syndicaux avaient réussi à obtenir le renvoi d'un dorloté dont les provocations anti-ouvrières étaient telles qu'un jour à la porte de l'usine il dut apprécier les mérites saluaires de la chaussure à clous.

Seulement, à l'intérieur de la boîte, les chefs réussissent à diviser les ouvriers et à faire tant et si bien que le mouchard du P. S. P. fut réintégré. Et il continue à vendre son infect torchon à leur appui.

Il est clair que si une riposte vigoureuse ne se produit pas la réaction patronale contre les délégués ouvriers ne tardera pas à se faire sentir. Que les syndicats de la maison Pathe comprennent bien que c'est eux-mêmes qu'ils déclarent en faisant respecter ceux qui les protègent contre le patronat et ses agents fascistes.

AUX USINES PATHE A CHATOU

Dans cette boîte, qui est une des premières de Paris pour la chaussure de luxe, le patron en prend, depuis quelque temps, plus qu'à son aise avec ses exploités, pour la plupart étrangers.

Tout dernièrement il a voulu renvoyer quatre ouvriers sous le fallacieux prétexte de manque de travail. Les ouvriers congédiés s'en furent exposer l'affaire au syndicat qui leur conseilla — après une démarche infructueuse puisque le délégué ne fut pas reçu — de « s'arranger » avec le patron.

L'arrangement fut le suivant : les quatre ouvriers furent repris sous la condition de ne jamais plus faire grève et de se remettre aux conditions de travail fixées par le patron. Notons que celui-ci leur déclara avec arrogance que « maintenant ce n'était plus comme en juin ; c'étaient eux — les patrons — les maîtres ! »

Il faut savoir en effet que la maison fut une des premières à être occupée, et le patron dut accepter alors le contrat collectif.

Seulement maintenant le contrat collectif est

Nous publierons la semaine prochaine un article de notre camarade Jean Biso « Pas d'unité sans indépendance » à propos du Congrès de l'U. D. S.

presque partout violé. Il faut dire qu'une part de responsabilité revient aux dirigeants syndicaux qui ne savent plus que conseiller, devant un patronat d'autant plus tyrannique qu'il sent s'éloigner le péril, la patience, l'accommodement raison, mais il y a par dessus tout nos revendications qu'il faut arracher au patronat. Pour cela, il faut s'entendre avec les ouvriers de la base et non leurs chefs.

LA GREVE DE LA CITAX

Plus que jamais action directe

Par le manque de combativité de la chambre syndicale des cochers chauffeurs, le consortium et la chambre syndicale des loueurs, par l'intermédiaire de la Citax (Peugeot) attaque et tente de violer notre pauvre contrat collectif, en licenciant quinze chefs chauffeurs choisis parmi les éléments syndicalistes les plus actifs et tous les vieux chauffeurs.

Face à cette manœuvre, les chauffeurs, mécaniciens et laveurs dans un élan de solidarité déclarent la grève et conseillés par le syndicat, envahissent les garages, chose que les ouvriers n'auraient jamais dû accepter, car le patronat se sentant maître de ses locaux, fera traîner les pourparlers en longueur et de délégation en délégation cela peut durer des mois et les chauffeurs, etc., se trouvent réduits au chômage.

Plus que jamais, occupation des garages, seule méthode reconnue efficace pour faire capituler la classe exploitante. Un Chauffeur de la Citax.

CHEZ BRANDT

Le « travail syndical » des stalinien n'est pas apprécié de tous. Les réunions générales sont de plus en plus houleuses, rendant chaque jour plus difficile la « fameuse consigne » unir, unir, unir. C'est que les ouvriers comprennent le rôle que joue « la cellule », qui, telle une pieuvre, tente d'étrangler l'opposition.

Qu'importe l'intérêt du personnel quand la suprématie du P. C. est en cause : Meure le syndicat, si « le grand parti des travailleurs » doit s'affubler de ses dépouilles.

Camarades sincères qui avez cru rentrer dans un parti révolutionnaire, comprenez votre erreur et refusez-vous à l'odieuse besogne que l'on veut vous imposer.